



LA MÉTÉO: ENSOLEILLÉ.  
MAXIMUM AUJOURD'HUI: 15°.  
DEMAIN: ENSOLEILLÉ. DÉTAILS PAGE A 2

LE PLUS GRAND CENTRE



35 cents

Hors de la zone métropolitaine: 45 cents  
Ailleurs au Québec: 50 cents

## LES EXPOS: LA MEILLEURE FICHE DU BASEBALL MAJEUR



photo Robert Mailloux, LA PRESSE

## Un sixième gain d'affilée

En remportant un sixième gain d'affilée, 5-3 contre les Cardinals de Saint-Louis, hier au Stade olympique, les Expos ont non seulement pris possession du premier rang de la division Est de la ligue Nationale, mais ils présentent aujourd'hui le meilleur dossier de tout le baseball majeur. Steve Rogers, bien que chancelant par moments (il a accordé sept buts sur balles en cinq manches), a mérité sa deuxième victoire de la campagne, aidé en relève par Dan Schatzeder et Jeff Reardon. Les Expos disputeront maintenant leurs six prochains matches sur la route, trois à Philadelphie contre les Phillies à compter d'aujourd'hui, et trois à Atlanta contre les Braves. *Tableid Sports, pages 2 et 3.*

## GRÈVE DES PRÉPOSÉS AUX RÉSERVATIONS

# Un service normal à Air Canada

Malgré la grève de ses 3 000 préposés aux réservations, Air Canada a pu offrir un service presque normal à ses passagers, grâce au travail d'un millier de cadres spécialement entraînés.

**RONALD WHITE**

« Tout fonctionne admirablement bien », a déclaré le directeur général des aéroports de Montréal pour Air Canada, M. Louis Daigle. « Le nombre des passagers transportés correspond au nombre de réservations, ce qui indique que nous n'avons subi aucune perte de revenus. »

Les préposés, membres de l'Association canadienne des employés du transport aérien (ACETA), ont déclenché la grève à 5 h hier matin, après que les négociations de dernière minute eurent été rompues entre les deux parties.

Comme l'indique le négociateur en chef du syndicat, M. Greg Spencer, « les négociations ont duré jusqu'à minuit 45 hier matin, puis nous avons pris une pause jusqu'à 10 h (hier). Lorsque nous sommes revenus, le médiateur a suggéré aux deux

parties d'aller réfléchir pendant 24 heures ».

Les discussions doivent reprendre ce matin à l'hôtel Reine Elizabeth à 10 h, en présence du médiateur fédéral, M. Henry Bartenbach. Elles achoppent principalement du fait que l'employeur veut augmenter de 20 à 40 p. cent la proportion de ses employés à temps partiel.

Le syndicat accepte que l'entreprise fasse davantage appel à des employés à temps partiel, mais dénonce la façon de procéder d'Air Canada. « Il n'y a eu aucun progrès dans les négociations et la grève continuera tant et aussi longtemps que la direction ne modifiera pas ses offres », d'ajouter M. Spencer.

Selon un autre porte-parole syndical, Mme Diane Hollingshead, « de plus en plus de gens vont faire affaire avec les concurrents d'Air Canada dans les jours qui viennent, parce que celle-ci n'offrira pas le service auquel ils sont en droit de s'attendre ».

À titre d'exemple, Mme Hollingshead mentionne que les passagers ne peuvent réserver leurs sièges à l'avance, choisir de voyager en section fumeurs ou non-fumeurs et, selon elle, ils de-

ront attendre plus longtemps avant d'enregistrer leurs bagages.

L'entreprise a assuré hier le transport d'environ 30 000 passagers, à bord de 400 vols. Durant la semaine, le nombre de passagers devrait normalement passer à 35 000, répartis sur 450 vols.

D'après M. Daigle, la société Air Canada est en mesure de faire face au conflit de travail, et ce, pendant longtemps si nécessaire. « Si nos cadres devaient travailler 18 heures par jour et sept jours semaine, ils se fatigueraient et seraient probablement incapables de tenir le coup très longtemps. Mais comme ils ne travailleront que huit heures par jour et cinq jours par semaine, il ne devrait pas y avoir de problème », dit-il.

La situation semblait assez bonne à l'aéroport de Dorval, en fin d'après-midi hier. Les passagers n'ont, pour le moment, pas subi tellement d'inconvénients du fait de l'arrêt de travail. « Je pars aujourd'hui pour Winnipeg et j'avais déjà réservé il y a une dizaine de jours », a déclaré hier M. Richard Guillemette, au moment de s'embarquer pour un voyage d'affaires.

voir AIR CANADA en A 2



## Pas question d'annuler la visite à Bitburg

d'après AFP et Reuter

WASHINGTON — Le président Reagan et le chancelier Kohl ont décidé de ne pas renoncer à se rendre au cimetière de Bitburg lors de la visite de M. Reagan en RFA.

Interviewé sur la chaîne de télévision CBS, M. Donald Regan, secrétaire général de la Maison-Blanche, a déclaré qu'il n'y avait aucune chance que la visite soit annulée. M. Aloys Merles, vice-ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, interrogé au cours de la même émission, a indiqué pour sa part qu'il avait eu hier une conversation avec le chancelier Helmut Kohl, au cours de laquelle celui-ci lui a déclaré qu'il n'y avait aucun changement dans sa position.

M. Regan a tenté de minimiser l'importance de la visite au cimetière de Bitburg, qui suscite une très vive controverse aux États-Unis, du fait qu'une cinquantaine de Waffen-SS y sont ensevelis. Il a souligné qu'elle ne représentait qu'une partie infime de la tournée en Europe du président américain et que ce dernier ne resterait que 10 à 15 minutes dans le cimetière. Il a rappelé que M. Reagan passerait au moins une heure dans le camp de concentration de Bergen-Belsen pour rendre hommage aux victimes de l'Holocauste.

Le secrétaire général de la Maison-Blanche a regretté que la controverse éclipsé le but réel de cette visite, qui est la réconciliation. Le président, a ajouté M. Regan, a été blessé par la controverse et par les accusations d'insensibilité portées contre lui. Il a souligné que le président était un défenseur très ferme de l'État d'Israël et

voir BITBURG en A 2

ALORS, JE BOIS PLUS D'ALCOOL, J'AI PLUS DE CAAR, J'FUHE PLUS, LE CHIEN BOUFFE DU CRESSON ET J'VAS M'ÉCLARER À LA BOUGIE ... UNE CHANCE QU'IL N'Y AIT PAS DE TAKE SUR LES DEHOISELLES DE LA "MAIN" !



## 82 p. cent des Canadiens consomment de l'alcool

page A 2

## Des problèmes de protocole précèdent Mulroney à Londres



À leur descente d'avion, à Londres, hier, Mila et Brian Mulroney ont été accueillis par la baronne Young, ministre d'État au Foreign Office, sous le regard de M. Roy McMurtry, nouveau haut-commissaire canadien à Londres.

photolaser AP

LONDRES — Le premier ministre, M. Brian Mulroney, est arrivé hier à Londres au beau milieu d'une mini-controverse causée par l'attitude de ses adjoints immédiats qui auraient quelque peu bousculé les us et coutumes de Buckingham Palace.

**GILBERT LAVOIE**  
envoyé spécial de LA PRESSE

M. Mulroney a tenté, dès sa descente d'avion, de mettre un terme à ces rumeurs, en déclarant qu'il s'agissait là de ragots dignes des chroniqueurs de potins, mais les journalistes canadiens en poste à Londres ont maintenu leurs affirmations.

Selon eux, le secrétaire de presse de M. Mulroney, M. Bill Fox, a littéralement mis les Britanniques en furie en insistant pour obtenir la présence des caméras de la télévision au début de la rencontre qu'aura le premier ministre, mercredi, avec la reine. Buckingham Palace aurait répondu par un non catégorique à cette requête en faisant valoir que cela n'avait jamais été fait.

Le secrétaire de presse de M. Mulroney aurait néanmoins continué de faire pression, à un point tel que ses vis-à-vis britanniques auraient comparé son attitude à l'arrogance de certains

voir LONDRES en A 2

## AUJOURD'HUI

### • NORDAIR

La compagnie Nordair s'oppose vivement à ce que le gouvernement du Québec achète 22 p. cent de ses actions.

page B 1

### • MAISONS

Depuis le début de l'année, les prix des maisons déjà construites ont repris leur ascension.

page B 1

### • L'AUTOMOBILE

La Jeep Cherokee a passé avec une très bonne note un test routier long et exigeant.

page C 1

### • ORTEGA

Le président Daniel Ortega, du Nicaragua, a commencé hier à Moscou un voyage qui va le mener dans neuf pays de l'Est.

page B 11

VIA NORDAIR VOL DIRECT



**l'Ouest** NOUS VOUS GARANTISSONS LES MEILLEURS PRIX  
COMPAREZ et ÉCONOMISEZ  
DU 28 JUIN. TOUS LES VENDREDIS SOIR

Le Montréal  
Pré-avant le 14 juillet

349<sup>s</sup> VOL

369<sup>s</sup> SEULEMENT

après le 14 juillet

Départ de Calgary le 29 juin et 5 juillet

229<sup>s</sup>

avec retour le 6 septembre  
Consultez votre agent de voyages

les Ailes de l'Ouest MONTREAL - CALGARY - MONTREAL

## SONDAGE GALLUP

### La consommation d'alcool atteint un nouveau sommet

Après avoir fléchi de façon importante il y a deux ans, la consommation d'alcool par les Canadiens a atteint un nouveau sommet de 79 p. cent en 1984 et a augmenté de nouveau cette année à 82 p. cent.

Les jeunes adultes de moins de 30 ans sont plus susceptibles de consommer de l'alcool (90 p. cent) mais ils sont suivis de près par ceux qui sont dans la trentaine et la quarantaine (86 p. cent). Par contre, les Canadiens âgés de 50 ans et plus consomment moins (70 p. cent).

Les résultats du sondage sont fondés sur des entrevues personnelles à domicile, effectuées en février dernier, auprès de 1 035 adultes âgés de 18 ans et plus. Pareil échantillonnage est précis à quatre points près, 19 fois sur 20.

La question posée était la suivante: « Consommez-vous à l'occasion des boissons alcoolisées telles que spiritueux, vin ou bière ou vous en abstenez-vous complètement? »

Le tableau suivant indique le pourcentage national de consommation selon les groupes d'âge depuis que la question a été posée pour la première fois en 1943.

#### Pourcentage des consommateurs

Année	Ensemble du pays	18 à 29 ans	30 à 49 ans	50 ans et plus
1985	82%	90%	86%	70%
1984	79	89	82	67
1983	73	83	77	59
1982	77	85	83	63
1981	77	86	82	62
1980	74	83	79	61
1979	74	82	80	59
1978	78	85	82	68
1974	75	82	77	66
1969	67	73	74	56
1958	65	70	68	57
1949	65	67	70	56
1943	59	59	64	53

Note: L'âge adulte a été abaissé de 21 à 18 ans en 1969.

### Brandon n'est pas recommandée pour les conducteurs éméchés

BRANDON, Manitoba (d'après CP) — Les automobilistes qui conduisent en état d'ébriété et les personnes qui font du vol à l'étalage feraient bien d'éviter l'ouest du Manitoba, là où résident deux juges fort sévères.

Un étude démontre que deux juges de Brandon, au Manitoba, ont imposé les amendes les plus élevées de la province pour la première offense de conduite en état d'ébriété, indépendamment du fait que le chauffeur ait dou-

blé la limite permise d'alcool dans le sang ou qu'il ait à peine dépassé cette limite.

Le journal *Brandon Sun* a également découvert que les deux juges en question n'étaient pas tendres pour les personnes qui se rendent coupables de vol à l'étalage.

Dans le cas d'une première condamnation pour conduite en état d'ébriété, les amendes sont de \$100 à Brandon, alors qu'elles varient entre \$150 et \$200 ailleurs dans la province.

### Pêcheur attaqué

SHERBROOKE (PC) — Un garde-pêche aurait ouvert le feu sur un jeune homme tôt samedi matin à Sherbrooke, alors que ce dernier traitait paisiblement chez lui à bord de sa camionnette.

Nerveux, le jeune homme de 24 ans, Mario Brochu, a expliqué que la balle avait pénétré par derrière le véhicule, sur le côté du passager, avant de ressortir par le pare-brise, dans le coin supérieur près du conducteur. Un morceau d'asphalte aurait également été lancé sur le véhicule.

« La balle était pour moi, et si j'avais eu un passager, il aurait été atteint », a-t-il déclaré.

Le jeune Brochu a d'ailleurs mandaté un avocat, Me Jean-Pierre Rancourt, afin que des poursuites soient intentées, dès

cette semaine, contre les deux gardes-pêche mêlés à l'incident.

C'est en revenant du barrage d'Hydro-Sherbrooke, où il s'était rendu vers 2h30 du matin pour accompagner des copains qui y pêchaient, que le jeune Brochu a apparemment été attaqué.

« Je retournais chez moi lorsque j'ai cru voir quelqu'un dans le bois. J'ai pensé que c'était des jeunes qui voulaient m'attaquer. J'ai alors accéléré et ça a fait « bang » dans le pare-brise, suivi d'un autre « bang », quelques secondes plus tard ».

Peu après, le jeune homme se retrouvait menotté par deux gardes-pêches qui, selon lui, n'étaient pas en uniforme. Aucune accusation n'a apparemment été portée contre lui.

# Les grands médias français relancent l'affaire Grégory

PARIS — Autour de l'affaire de Lepanges — le meurtre du petit Grégory Villemin — le grand tam-tam des médias a repris. La justice sur la place publique en somme.

**LOUIS-BERNARD ROBITAILLE**  
collaboration spéciale

L'accalmie a été brève. Le gigantesque battage fait par les journaux et la radio-télé autour de cette affaire avait fini par provoquer un vent de folie et un épouvantable gâchis.

Rappelons les faits. Le 16 octobre dernier, un enfant de quatre ans est retrouvé, attaché et noyé, dans les eaux de la Vologne, près d'Épinal, dans l'est de la France. Le meurtre a été précédé et suivi de lettres et téléphones anonymes.

Chez les Villemin, énorme clan traversé de haines féroces, on parle de vengeance familiale. Un cousin, Bernard Laroche, est emprisonné trois mois puis relâché. Le 29 mars, alors qu'il est toujours inculpé, il est descendu à coups de carabine par Jean-Marie Villemin, le père de Grégory. La veuve de Bernard Laroche est enceinte. La femme de Jean-Marie (emprisonné) est elle aussi enceinte. Et par-dessus le marché, enquêteurs et opinion publique la désignent comme la coupable.

Accessoirement, les gendarmes, d'abord en charge du dossier, sont accusés d'avoir poussé Villemin à descendre Laroche. De nouveaux enquêteurs sont sur le dossier. Depuis le début, une foule d'« experts » en graphologie se sont penchés sur les lettres de « corbeaux » (et en ont tiré successivement des conclusions formelles et contradictoires).

Cette grande confusion judiciaire serait restée du domaine local si précisément les grands médias ne s'étaient jetés là-dessus avec une belle voracité: pendant des semaines, le téléjournal national du soir devenait plusieurs fois par semaine la tribune des divers avocats et un lieu de spéculation et de révélations des enquêteurs.

#### Le ministre s'explique

L'affaire était allée tellement loin que, dans une émission spéciale à la télévision, le ministre de la Justice avait passé un quart d'heure à essayer de calmer les esprits. Après la mort de Bernard Laroche, on a donc vu les médias les plus sérieux (télévision, *Le Monde*, *Liberation*, les grands hebdomadaires) se retirer du dossier et du terrain.

Tous ne l'ont pas fait. Et encore la semaine dernière, on trouve de pleines pages dans des journaux à grand tirage qui ne sont pas les plus sensationnalistes: *Paris-Match*, *Figaro*, *France-Soir*. Sans parler de ce qui continue à débiller les journaux « vraiment » spécialisés dans les faits divers.

Exemple: un numéro de *Match* met en couverture les deux femmes protagonistes du drame. « Christine » (Villemin), celle qui a perdu son enfant et un mari en prison. « Marie-Ange » (Laroche) qui est veuve. Les deux ont quitté Lepanges et se sont réfugiées dans leur « clan » d'origine. Ce qui n'a pas empêché les journalistes de les relancer sur place.

Si Mme Laroche se contente de réaffirmer l'innocence de son mari, l'interview de Christine Villemin constitue une véritable provocation. Des déclarations du genre: « La Marie-Ange, c'est plutôt une veuve joyeuse. On lui a

donné un sapré coup de main (en tuant son mari) ».

Quant à Laroche, « Je m'en balance, il n'a pas assez souffert ». Suivent des détails intéressants sur les tests graphologiques où, dit-elle, chaque suspect est « noté ». Elle-même, qui a maintenant dans la région le surnom de « monstre de Lepanges » (car on la soupçonne), admet avoir obtenu la plus forte note.

Non seulement, bien sûr, elle nie toute culpabilité mais elle porte de nouvelles accusations: Laroche était coupable, mais il avait des complices c'est-à-dire sa belle-mère et son beau-frère (« Michel a maigri de treize kilos depuis le crime »).

*Le Figaro*, quotidien réputé sérieux, titre lui aussi sur des révélations faites par Mme Villemin: « Christine: Mon beau-frère est mêlé à l'assassinat de Grégory ». Interview dans laquelle elle se déclare prête à recommencer s'il fallait tuer Laroche. Après quoi elle dit qu'elle le « croit » coupable, mais qu'elle espère un jour « connaître la vérité ». Et là-dessus, elle conclut sur les soupçons qui pèsent sur elle: « Il n'y a que les experts et les journalistes qui m'accusent... »

#### Dernières révélations

Certains médias ne se contentent pas de répéter cette psychothérapie de groupe: ils enquêtent pour leur propre compte ou en tout cas essaient d'arracher aux policiers et au juge d'instruction les dernières révélations.

À la une de *France-Soir*: « Un morceau de cordelette qui fait rebondir l'enquête ». Où l'on apprend que les policiers ont découvert des bouts de corde identiques à ceux qui ont servi à

attacher Grégory. Où donc? Mais chez les parents, bien sûr, au cours d'une perquisition (six mois après le meurtre). Mais on précise aussitôt qu'il s'agit vraisemblablement d'un modèle très banal, bref qu'on aurait pu trouver n'importe où.

Quant à *Match*, dans son tout dernier numéro, il ajoute à la cordelette une nouvelle pièce à conviction: un bonnet que Grégory aurait ou n'aurait pas porté le jour de son assassinat.

Toute cette littérature policière entretient donc l'intérêt du public, et lui permet à son tour de jouer aux détectives, de soupeser les mobiles. Dans la vallée de Lepanges, certains soutiennent que le « monstre » a un amant, d'autres que « la Marie-Ange » n'est pas fâchée d'être veuve. Et que les deux vendent des interviews à prix d'or. Pendant ce temps, on se demande quand se produira une nouvelle explosion.

En France, on veut que la justice soit « publique ». Et on s'étonne, non sans quelque motif, des procédures anglo-saxonnes qui permettent dans des procès criminels des arrangements en échange d'un plaidoyer de culpabilité, lequel a pour effet de supprimer le procès et une explication des faits. Et il est vrai qu'un plaidoyer de culpabilité peut permettre d'enterrer définitivement une affaire.

En France, par contre, pratiquement aucune règle (respectée en tout cas) ne protège vraiment le secret d'une enquête ou d'une instruction, ou la personne des suspects. L'outrage à magistrat contre un journal est pratiquement inconnu. Ce qui promet de belles semaines en perspective aux journalistes-détectives qui s'occupent du « petit Grégory ».

### AIR CANADA

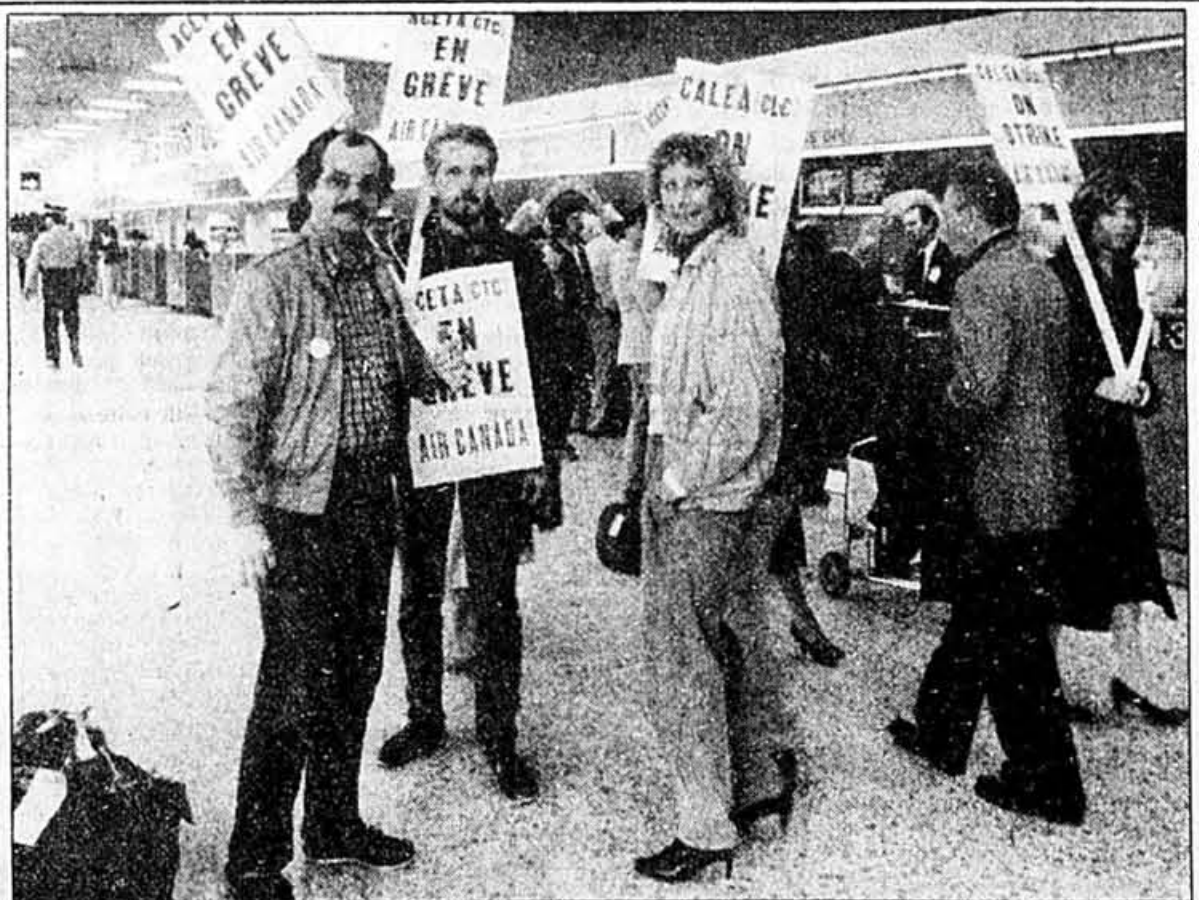
SUITE DE LA PAGE A 1

« Je suis arrivé à 17h et mon vol part à 18h. Toutes les formalités se sont déroulées en vitesse et je n'aurai qu'à choisir mon siège au moment de l'embarquement », a-t-il dit, peu préoccupé par la situation.

M. André Grégoire est un des cadres d'Air Canada dont le rôle est d'assurer un service normal aux passagers. « Je suis ici depuis 5h ce matin, je travaillerai jusqu'à 19h ce soir et je n'ai eu en tout qu'une heure de repos », a-t-il déclaré, malgré tout heureux de sa journée.

« La plupart de nos passagers n'ont pas fait de commentaires concernant la grève. C'est probablement parce que les Québécois commencent à avoir l'habitude des conflits de travail », dit-il.

Selon lui, les cadres d'Air Canada auront davantage de travail cette semaine que durant le week-end. « Par contre, nous serons plus habitués à faire le travail des syndiqués, ce qui nous facilitera la tâche », avance-t-il.



Selon les porte-parole syndicaux, la grève durera le temps qu'il faudra. « Le moral est bon », ajoutent-ils. photo Armand Trolier, LA PRESSE

### BITBURG

SUITE DE LA PAGE A 1

des Juifs dans le monde entier. C'est lui, a-t-il dit, qui a donné le feu vert pour l'évacuation des Juifs éthiopiens (les Falachas) du Soudan, et il est désolé de voir cette controverse étendre son ombre sur une visite d'État en Allemagne de l'Ouest.

M. Regan a d'autre part démenti que la Maison-Blanche ait formellement invité des leaders juifs à accompagner le président américain dans sa visite au cimetière de Bitburg.

Le vice-ministre ouest-allemand des Affaires étrangères a pour sa part qualifié d'insulte à tous les Allemands qui ont pris part à la guerre la formulation d'une résolution du Sénat américain demandant au président

Reagan de ne pas aller à Bitburg.

Ce qui inquiète le peuple allemand, c'est la tendance à créer l'impression que les Allemands étaient un peuple nazi, a-t-il dit. Il s'est élevé contre la création d'un sentiment de culpabilité collective et a souligné que le peuple allemand a l'impression que le passé est plus important que les 40 dernières années.

Nous ne savions pas qu'il y avait des SS à Bitburg, a déclaré M. Aloys Mertes. Il a ensuite précisé sa pensée en indiquant qu'il y a des SS dans presque tous les cimetières militaires allemands, mais que les Waffen-SS ne peuvent être considérés comme collectivement responsables des crimes commis par les nazis.

Il a souligné que le peuple ouest-allemand serait profondé-

ment déçu si le président Reagan annulait sa visite à Bitburg. Cela impliquerait un reproche de culpabilité collective, a-t-il dit.

Pour sa part, le sénateur républicain Arlen Specter (Pennsylvanie), qui participait à la même émission, a estimé que la Maison-Blanche pouvait annuler la visite en soulignant qu'elle avait été mal informée. Selon lui, les autorités de Bonn auraient répondu par la négative à une question de Washington demandant s'il y avait des SS enterrés dans le cimetière. Specter a estimé que cette affaire allait nuire aux relations entre les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest.

D'autre part, certains soldats de la 2e division blindée Waffen-SS responsable du massacre des 642 habitants d'Oradour-sur-Glane pourraient être enter-

rés au cimetière allemand de Bitburg, que le président Reagan a l'intention de visiter lors de son prochain séjour en RFA, a annoncé hier le *New York Times*.

Le quotidien, qui se fonde sur des sources historiques, affirme qu'il y a à Bitburg des tombes des soldats de cette 2e division blindée SS. Des éléments de cette unité, commandée par le général Lammerding, décédé en RFA en 1971, avaient perpétré le massacre d'Oradour en 1944.

Une organisation allemande de volontaires qui s'est chargée du transfert des corps de soldats allemands au cimetière de Bitburg a affirmé que 49 hommes de la Waffen-SS se trouvaient parmi les 2 000 tombes du cimetière, et que ces soldats appartenaient soit à la 2e, soit à la 10e division blindée SS.

## DEMAIN dans LA PRESSE

LE LIN À LA MAIRIE: le lin, nous dit Anne Richer, a toujours eu un statut privilégié, parce que noble et près de la vie: dans le lit, sur la table, sur la peau, etc. De ce temps-ci, il est beaucoup utilisé aussi bien dans le prêt-à-porter que dans la haute couture. Dans le cahier *Mode*, on pourra voir ce que cela donne du côté du costume masculin. Les photos sont de Pierre McCann.

La Quotidienne à trois chiffres 883 à quatre chiffres 4972

### LA MÉTÉO

DATE: LUNDI 29 AVRIL 1985  
AUJOURD'HUI: Min.: 3° Max.: 15°  
ENSOLEILLÉ

Province	Min.	Max.	Aujourd'hui
Québec	-3	13	Ensoleillé
Abitibi	2	15	Ensoleillé
Outaouais	3	15	Ensoleillé
Laurentides	3	13	Ensoleillé
Cantons de l'Est	3	13	Ensoleillé
Mauricie	3	13	Dégagement
Québec	3	13	Ensoleillé
La-Saint-Jean	2	13	Dégagement
Kimouci	2	6	Nuageux
Bas-Saint-Jean	2	6	Nuageux
Gaspésie	2	6	Nuageux
Bas-Côteaux	2	6	Nuageux
Sept-Îles	2	6	Nuageux

Province	Min.	Max.	Aujourd'hui		
États-Unis	11	21	N. Orleans	20	26
Boston	2	13	Pittsburgh	8	27
Chicago	3	14	S. Francisco	8	16
Miami	21	28	Washington	17	27
New York	12	25	Dallas	19	28

### LONDRES

SUITE DE LA PAGE A 1

adjoints du président des États-Unis, M. Ronald Reagan.

Interrogé sur le sujet à son arrivée à Londres, M. Mulroney a nié que les Britanniques aient manifesté du mécontentement à la suite de ces discussions. Il a soutenu que les nouvelles à cet effet venaient d'une source anonyme de quatrième ordre.

Les adjoints du premier ministre avaient cependant de la peine hier à nier ces rumeurs, faisant état constamment de l'inflexibilité des Britanniques sur les questions de protocole et de tradition.

D'ailleurs, vendredi, le secrétaire de presse de M. Mulroney, Bill Fox, s'est plaint du même problème lors d'une séance d'information à Ottawa. Malgré cet incident, le premier ministre Mulroney s'est fait fort, hier de

promettre une revitalisation des relations avec la Grande-Bretagne. Il confirmait ainsi implicitement des affirmations de son secrétaire de presse qui a soutenu, vendredi, que l'ancien premier ministre Trudeau s'entendait mal avec Mme Margaret Thatcher.

« La Grande-Bretagne est l'une de nos mères patries, et la pierre angulaire la plus importante de la politique étrangère du Canada est de reconstruire et de revitaliser cette relation », a-t-il déclaré.

Les documents d'information distribués par le bureau de M. Mulroney en vue de sa visite à Londres démontrent que les relations commerciales entre notre pays et la Grande-Bretagne ont considérablement diminué au cours des dernières années. Les exportations canadiennes vers le Royaume-Uni ont diminué de 19 p. cent en 1982 et de huit p. cent en 1983, pour s'établir à \$2,4 milliards.

Les mêmes documents attribuent toutefois cette diminution à la baisse des prix mondiaux des matières premières, l'appréciation du dollar par rapport à la livre, et à la récession mondiale. On précise de plus que la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays s'est chiffrée à plus de \$4,7 milliards en 1984, soit une hausse de 10 p. cent par rapport à l'année précédente.

#### Politique ontarienne

Le premier ministre Mulroney a par ailleurs retrouvé hier à Londres un de ses vieux amis, l'ancien ministre de la Justice de l'Ontario, M. Roy McMurtry, qu'il a nommé haut-commissaire dans la capitale britannique après sa défaite au leadership du Parti conservateur ontarien contre M. Frank Miller.

En poste depuis à peine deux semaines, M. McMurtry affichait plus d'intérêt hier pour les problèmes de son parti dans les

élections ontariennes, mais il s'est bien gardé de faire des commentaires sur les problèmes du premier ministre Frank Miller, dont la popularité semble en baisse à tous les jours.

Au cours des conversations informelles à bord de l'avion du premier ministre, hier, certains membres de l'entourage de M. Mulroney cachaient mal eux aussi leur scepticisme face à la campagne de M. Miller en Ontario, et semblaient vouloir prendre leurs distances vis-à-vis de leurs cousins ontariens. Même M. Mulroney, qui est allé prêter main-forte à M. Miller jeudi à Toronto, a échappé un commentaire révélateur sur les problèmes de la « Big Blue Machine ».

Comme s'il avait été désireux de prendre un peu ses distances vis-à-vis d'un politicien en difficulté, il a déclaré: « En politique, on se fait élire ou on se fait battre soi-même, et les coups de main de l'extérieur n'y changeront jamais rien. »

## Outaouais: le niveau de l'eau est stabilisé

■ Un certain nombre de territoires de la région de l'Outaouais sont présentement inondés par les habituelles crues printanières, mais sans que des dommages trop importants en résultent. Au contraire, et à moins qu'un déluge inattendu ne survienne, la Protection civile s'attend à ce que le niveau des rivières se stabilise dès demain. On devrait donc assister à une légère augmentation des débits jusqu'à demain, puis à deux ou trois jours d'immobilisme. Par la suite les cours d'eau se remettront à décroître.

## Début du procès de Larry Keable

■ QUÉBEC (PC) — Le procès de Larry Keable, 25 ans, de Montréal, commence lundi relativement au meurtre de Mgr Augustin Lemieux, survenu l'été dernier dans la région de L'Islet.

Mgr Lemieux avait été poignardé à mort à sa résidence de Lac-Trois-Saumons. Le procès devait se dérouler au palais de justice de Montmagny en mars dernier, mais devant l'impossibilité de constituer un jury anglophone, la cause a été transférée dans le district judiciaire de Montréal.

## Fillette disparue et retrouvée

■ Une fillette vietnamienne de 11 ans, domiciliée dans l'est de la métropole, a causé un vif émoi chez les siens, hier, lorsqu'elle a fait une fugue.

La jeune fille est disparue samedi après-midi, après avoir été grondée par sa mère au sujet de bijoux qu'elle avait trouvés. L'enfant a quitté le domicile familial et s'est réfugiée dans le métro, puis a passé la nuit dans un abri d'autobus à proximité de celui-ci.

Les parents ont rapporté l'incident à la police à 5 h 40, hier, et une dizaine de policiers de la section technique ont été appelés afin de procéder aux recherches. La fillette a été retrouvée saine et sauve à 14 h 50, dans la station de métro Radisson.



Mme Corinne Côté-Lévesque a effectué l'une de ses premières sorties depuis un bon moment hier, alors qu'elle a visité le Carrefour de la mode. On la voit ici entourée du couturier Jean-Claude Poitras, de la comédienne Mariette Lévesque et du président du Carrefour, Pierre Parent.

photo Armand Trattier, LA PRESSE

SELON CORINNE CÔTÉ-LÉVESQUE

## La mode québécoise n'a plus grand-chose à envier à Paris

■ Corinne Côté-Lévesque ne laissera pas son premier ministre de mari combattre seul lors de la prochaine campagne électorale, a-t-elle indiqué hier. Elle l'accompagnera dans tous ses déplacements lorsque les hostilités seront déclenchées, mais se déclare très heureuse que le scrutin n'ait pas lieu avant l'automne.

### MARIO FONTAINE

« J'ai eu des problèmes de santé. Pas des problèmes graves mais des choses fatigantes. Alors je me laisse oublier un peu », de confier hier l'épouse du leader péquiste, visiblement amaigrie.

Mme Côté-Lévesque a du reste fait très peu d'apparitions publiques au cours des derniers mois. La plus récente, fort discrète, remonte à la venue à Québec du président américain Ronald Reagan. Aussi sa visite en solitaire au Carrefour mondial de la mode, hier, rompa-t-elle avec son effacement récent.

L'épouse du premier ministre a passé presque deux heures à visiter kiosques et

étalages, portant une attention particulière aux créations québécoises. Elle entend reprendre ses forces au cours de l'été tout en effectuant quelques sorties publiques, notamment dans des assemblées partisanes de choix de candidats. M. Lévesque a justement participé à l'une d'elles ce week-end à Mascouche, mais son épouse ne s'y est pas rendue.

Elle évitera en revanche les engagements trop épuisants: une campagne électorale l'est déjà suffisamment sans cela. Sept jours par semaine, des discours, des poignées de main, sans cesse de nouveaux visages à saluer.

« Il y a des gens à qui ces activités font plus plaisir qu'à moi. Je suis plus solitaire, plus effacée. Je n'ai pas de grands talents d'oratrice », dira celle qui préfère rencontrer les gens en petits comités qu'en gros groupes.

Elle ne regrette pas son expérience d'animatrice à CKVL, et continue d'écrire ses chroniques littéraires pour *L'Actualité*. Pour le reste, la prochaine grande étape sera le voyage en France qu'elle effectuera

très bientôt en compagnie du chef du gouvernement. Puis, sans doute, une tournée ou deux à travers le Québec.

### Fringes de qualité

Profitera-t-elle de son séjour dans la Ville Lumière pour renouveler sa garde-robe? Pas nécessairement. « Les trois-quarts de mes vêtements sont québécois. Quand je vais à Paris, je constate qu'on n'a plus grand-chose à envier », soutient celle qui se reconnaît un faible pour les créations de Robichaud.

Vêtue avec élégance mais sobrement, Mme Côté-Lévesque s'est déclaré agréablement surprise par la diversité des créations québécoises exposées au Carrefour de la mode. Des créations très colorées, la plupart de temps fort originales.

Le Carrefour, qui se voulait l'événement mode de l'année au Québec, n'a cependant pas attiré tout le public escompté. Le temps superbe de la semaine dernière, couplé à la tenue simultanée du Salon de la femme, l'a privé d'une partie de sa clientèle naturelle. Le Carrefour de la mode a fermé ses portes hier soir, et sera de retour en septembre 86.

## Dix morts accidentelles durant le week-end

■ Au moins dix personnes ont perdu la vie de façon accidentelle au Québec depuis le début de la fin de semaine.

Un automobiliste de 33 ans, **Wayne Rochon**, de Hull, s'est tué vendredi soir après avoir perdu le contrôle de son véhicule sur la route 366.

Dans la nuit de vendredi à samedi, **Serge Hervieux**, 25 ans, de Joliette, a péri lorsque son automobile a pris feu après qu'il eut heurté un garde-fou sur la route 343, près de Saint-Ambroise-de-Kildare.

Vers trois heures samedi matin, à Beauport, **Guy Giguère**, 19 ans, et **Bruno Marquis**, 17 ans, de Sainte-Famille, sur l'île d'Orléans, sont morts après que leur automobile eut embouti un poteau.

Une autre perte de contrôle a entraîné samedi vers 13 heures à Saine-Luce-sur-mer la mort d'**André Turgeon**, 39 ans, de Sainte-Foy.

Une jeune fille a été tuée sur le coup samedi après-midi, jour de son 21ème anniversaire de naissance, lorsque la motocyclette sur laquelle elle prenait place a foncé dans une voiture, dans les rues de Sherbrooke. La victime a été identifiée comme étant **Roxanne Champoux**, de Sherbrooke.

**M. Clément Bouché**, 47 ans, a perdu la vie vers 18 heures samedi à Shawinigan-Sud à la suite d'une collision frontale.

Un résident de Lyster, **Jacques Boilard**, 30 ans, est décédé samedi soir à Inverness, près de Thetford-Mines, lorsque son véhicule a pris feu après avoir dérapé dans un virage de la route 267.

Tôt hier matin, **Michel Trempe**, 21 ans, de Sorel, est mort après avoir perdu le contrôle de son automobile sur la route 132 près de Tracy.

Enfin, **Allen Eden**, 76 ans, de Gaspé, a péri dans la nuit de vendredi à samedi dans l'incendie de son domicile.

— Presse canadienne

## Une femme se jette dans la rivière des Prairies

■ Une femme de 69 ans s'est noyée hier matin en sautant du pont qui enjambe la rivière des Prairies, à la hauteur des Îles Laval.

Il s'agirait d'un suicide, selon les policiers lavallois.

## UNE AUTRE MISSION DE LA NAVETTE SPATIALE QUI SUSCITE LA CONTROVERSE

# Deux sagouins et 24 rats se joignent aux humains

d'après AP

■ CAP CANAVERAL, Floride — Pendant que les sept hommes de l'équipage de la navette spatiale américaine *Challenger* recevaient hier leurs dernières instructions en vue du vol dont le départ est fixé à midi, aujourd'hui, une véritable ménagerie composée de 24 rats et de deux sagouins (des petits singes à longue queue appelés aussi ouistitis) a été embarquée dans la navette.

Les animaux serviront à des expériences au cours de ce vol à vocation scientifique, qui doit durer sept jours. Ce sera le deuxième vol d'une navette américaine ce mois-ci et si *Challenger* décolle comme prévu aujourd'hui, ce

sera le plus petit intervalle entre deux missions de la navette. On se souvient que *Discovery* est revenu sur Terre le 19 avril après une mission de sept jours. L'intervalle le plus court entre deux vols de navettes américaines avait été auparavant de 34 jours.

Aujourd'hui, dans sa soute, *Challenger* emportera le *Spacelab*, un laboratoire de fabrication européenne de 12 tonnes, et qui avait déjà participé à une mission en décembre 1983.

Hier, les conditions météo s'annonçaient plutôt bien pour le lancement.

Les membres de l'équipage de la mission de *Challenger* sont le commandant Robert Overmyer,

le pilote Fred Gregory, les médecins William Thornton et Norman Thagard, les physiciens Don Lind et Taylor Wang, ainsi que Lode-wijk van den Berg, un ingénieur chimiste.

M. Van den Berg, né à Sluiskil, dans les Pays-Bas, et M. Wang, qui est né à Shanghai, en Chine, sont devenus citoyens américains.

Dans le laboratoire *Spacelab*, les cinq scientifiques se relaieront jour et nuit pour mener de nombreuses expériences sur la fabrication de matériaux, sur la mécanique des fluides, sur les sciences de la vie, sur la physique de l'atmosphère ainsi qu'en astronomie.

Quant aux deux sagouins et aux 24 rats, ils ont été installés hier à bord du *Spacelab*, lui-même calé dans la soute de *Challenger*. On a bien pris soin de s'assurer que les sagouins soient exempts de l'herpès, une maladie qui affecte 95 p. cent des membres de l'espèce, afin d'éviter tout risque de contagion de l'équipage, qui n'aura cependant pas à les manipuler durant le vol.

En fait, les astronautes doivent se contenter, au cours de cette mission, d'étudier le comportement des animaux en apesanteur et les signes éventuels de la maladie de l'espace. Les animaux ne subiront aucune expérience au cours du vol, mais les rats seront tués dès leur retour sur Terre pour être examinés.

Des groupes de défense des animaux ont déjà annoncé qu'ils manifesteront aujourd'hui au Cap Canaveral.

« Le départ de *Challenger* signifie que toutes les expériences douloureuses opérées sur des animaux sur Terre seront désormais également effectuées dans l'espace », a déclaré M. Alex Pacheco, directeur d'une organisation de défense des animaux.



photo AP

Un technicien du Centre spatial Kennedy s'occupe de l'un des deux sagouins qui ont été embarqués à bord de la navette *Challenger*, dont le décollage est prévu pour aujourd'hui.

## Où est La Mecque quand on est rendu là-haut?

■ DJEDDAH (Reuter) — Le prince saoudien Ibn Salman, qui va devenir le premier astronaute musulman, n'a pas peur de son futur voyage spatial même s'il reconnaît qu'il n'est pas facile d'accomplir ses devoirs de croyant, prier, jeûner et se laver, là-haut dans les étoiles.

À bord de la navette américaine *Discovery*, qui doit lancer lors de son prochain voyage en juin le second satellite de communications Arabsat 1-B, le sultan IBN Salman, 28 ans, aura déjà un avantage sur ses coréligionnaires: la loi islamique le dispense, comme tous les voyageurs, d'observer le jeûne du Ramadan qui tombe à la même date que son voyage. Il pourra donc boire et manger quand il le voudra.

Mais comment prier en direction de La Mecque alors que la navette parcourra un tour de la terre toutes les 90 minutes? « Cela sera impossible », a-t-il confié dans un entretien publié dimanche par un quotidien de Djeddah, *Al Charq al Awsat*. Malheureusement un théologien renommé de Riyad l'a autorisé à n'effectuer que trois prières par jour au lieu de cinq.

En fait, son problème essentiel est l'apesanteur. C'est pourquoi il a décidé d'attacher ses pieds à un support solide du vaisseau lorsqu'il priera. Et il revêtira un vêtement de bain spécial pour accomplir ses ablutions avant la prière. « Sinon l'eau s'envolerait partout », a-t-il expliqué très sérieusement au journal saoudien.

# La concertation permettra au Québec de se doter d'une politique de plein-emploi

■ QUÉBEC — Robert Dean, ministre délégué à l'Emploi et à la Concertation, déteste le chômage autant que certains patrons le syndicalisme. Pour combattre ce chômage, il s'est donné comme objectif de doter le Québec d'une politique de plein-emploi et il croit que la concertation l'y mènera.



YVON LABERGE

de notre bureau de Québec

« Depuis les années soixante, le taux de chômage atteint des niveaux inacceptables. Et le plus tragique, c'est qu'une véritable politique de plein-emploi aurait pu éviter qu'il en soit ainsi », affirme-t-il en entrevue.

Il se défend bien de vouloir réinventer « le bouton à quatre trous ». Il prétend plutôt que le gouvernement dont il fait partie depuis quatre ans veut poser un geste qu'aucun gouvernement en Amérique du Nord n'a jamais osé poser.

Pourtant, ailleurs dans le monde, des pays y sont parvenus et leur situation est comparable à celle du Québec. C'est notamment le cas de la Norvège, de l'Autriche et de la Suède. Dans ce

dernier pays, dit-il, quand le chômage atteint 3 p. cent, c'est considéré comme excessif. Imaginons simplement qu'au Québec, il voisine dans les 13 p. cent !

La politique de plein-emploi souhaitée par le ministre s'articule autour d'une table de concertation nationale et de trois politiques bien précises, à savoir: la stabilisation, le développement régional et finalement une politique active du marché du travail.

Une politique de plein-emploi doit être accompagnée d'instruments permettant de suivre, presque quotidiennement, l'évolution de l'emploi et être d'une utilisation rapide. D'une part, pour assurer le recrutement des travailleurs, leur formation et leur recyclage, en plus d'offrir une aide à l'entreprise en difficulté.

« Non pas pour empêcher la fermeture des canards boîtes qui ne peuvent être sauvés parce que non-concurrentiels. Mais plutôt pour agir plus efficacement pour éviter certaines fermetures et sauver des emplois. En fait, dit le ministre, c'est avoir des mesures qui font que les travailleurs puissent être recyclés et intégrés ailleurs ».

Pour cela, le gouvernement ne peut agir seul. D'où l'importance de la concertation avec les partenaires socio-économiques que sont le patronat, les syndicats et autres agents de développement.

## Une entrevue du ministre Robert Dean à LA PRESSE



Le ministre Robert Dean.

Et ça, c'est aussi le rôle du ministre que de provoquer ce dialogue, surtout à une époque de changements technologiques.

Changements technologiques, affirme-t-il d'ailleurs, qu'il ne faut pas craindre. « On a le choix, précise M. Dean : les changements technologiques s'effectuent, ou on résiste et on perd des emplois ».

Il reconnaît que cela ne crée pas beaucoup d'emplois, mais qu'au moins, ça a le mérite de les maintenir au même niveau. Il estime que les changements technologiques ne sont pas une négation de la politique de plein-emploi et il se fait fort de citer en exemple l'Autriche et la Suède.

Il y a trois semaines à peine, il y eut une première rencontre de la table nationale de concertation où étaient présents les partenaires socio-économiques du gouvernement.

Une première étape vient d'être franchie et les participants se sont entendus pour se réunir à intervalles réguliers et à huis clos.

« Non pas pour cacher des choses, dit le ministre. Mais après huit ans de grands sommets, tout le monde sent le besoin de se réunir ainsi pour faire le point et élaborer finalement ce que sera une véritable politique de plein-emploi pour les Québécois ».

Le ministre cite abondamment les résultats auxquels en sont arrivés, notamment, la Suède et l'Autriche. Ainsi, la Suède, grâce à sa politique de plein-emploi à pu, en 10 ans (de 1950 à 1960), recycler la moitié de sa main-d'œuvre. Des entreprises ont été fermées et d'autres ont pris le relève et les travailleurs y ont trouvé leur place.

En Autriche, ajoute-t-il, le gouvernement s'est donné des mesures d'incitation à l'implantation d'entreprises. Pour y avoir droit, les entreprises intéressées s'engagent à y poursuivre leurs opérations et un contrat social a pu être négocié en conséquence.

« En somme, il faut exiger des comptes aux entreprises aussi multinationales soient-elles. Ce qui n'a pas été, par exemple, le cas au Québec, sur la Côte Nord. On peut finalement se donner des mesures différentes de certains pays européens et arriver au même résultat ».

Enfin, pour le ministre, une politique de plein-emploi ne doit, en aucun moment, créer des emplois inutiles pour le plaisir de créer des emplois ou remplir des promesses électorales.

« Promettre 100 000 emplois et en faire assumer une bonne partie par le secteur public et para-public, ça n'a jamais réglé les problèmes du sous-emploi ! »

# Ottawa devra céder certains pouvoirs afin que le Québec puisse atteindre cet objectif

■ QUÉBEC — La politique de plein-emploi dont veut se doter le gouvernement du Québec se négocie bien sûr avec ses partenaires socio-économiques, mais également avec le gouvernement d'Ottawa. Dans l'éventualité où ces dernières négociations ne permettent pas une récupération de pouvoirs suffisants à la réalisation de cet objectif, le peuple du Québec pourrait alors choisir démocratiquement la voie de la souveraineté politique.

YVON LABERGE

de notre bureau de Québec

Voilà, pour l'essentiel, l'une des hypothèses émises par le ministre délégué à l'Emploi et à la Concertation, M. Robert Dean, au cours d'une longue entrevue accordée à LA PRESSE.

Mais avant d'en arriver à cette ultime décision, M. Dean insiste: « En attendant, il nous faut faire le mieux possible avec le système que nous avons ». Et ce, même s'il reconnaît d'emblée que les pays qui se sont donnés une politique de plein-emploi efficace sont des États souverains.

Dans son esprit, « faire le mieux possible » signifie que le gouvernement du Québec ne peut se permettre de donner dans la facilité en disant: « On ne fait rien parce qu'on est pas souverain ». Or, estime-t-il, le Québec

à l'intérieur du régime fédéral, des pouvoirs lui permettant d'intervenir directement sur la situation de l'emploi.

Parmi ceux-là, il énumère, entre autres, les pouvoirs budgétaires et fiscaux qui lui sont propres. D'autres sont partagés avec le fédéral et il y a place à meilleure harmonisation et c'est là que le processus de la négociation prend son importance. Notamment en regard des politiques d'exportations, de la main-d'œuvre, de l'assistance sociale et des régimes de rentes.

« Nous avons, dans le système fédéral, des pouvoirs qu'on n'a pas encore exploités à fond, croit M. Dean. Si, sans avoir tous les pouvoirs d'un État souverain, on pouvait faire en sorte que le chômage diminue (de quatre points, par exemple), ce serait un bon bout de chemin de fait ».

Un fédéralisme harmonieux

Le ministre croit que l'arrivée au pouvoir des conservateurs le 4 septembre dernier est, pour le moment, de nature à faciliter l'harmonisation des politiques d'emploi entre les deux gouvernements.

« Dans le contexte d'un fédéralisme harmonieux, on peut aller au bout de nos possibilités pour mieux arrimer les politiques du Québec et celles du fédéral. Et dans une certaine mesure, con-

vaincre Ottawa de modifier les siennes ».

Par ailleurs, estime encore le ministre, il se peut que le Québec n'y parvienne pas et c'est là que le gouvernement pourrait être amené à demander à la popula-

tion, démocratiquement, qu'il lui faut plus de pouvoirs.

« Si la population du Québec nous dit: « On veut que vous alliez chercher des pouvoirs souverains », ce n'est pas nous autres qui le refuserions ».

D'ici là, le ministre Dean espère que les résultats seront satisfaisants et que le premier ministre Brian Mulroney donnera rapidement valeur à ses trois priorités: des jobs, des jobs et des jobs.

« Je souhaite que ce soit vrai pour les travailleurs québécois et canadiens qui vivent avec le chômage. Parce que, ajoute-t-il, on a pas le droit de ne pas réussir avec ce qu'on a au Québec comme instruments ».

## Le défi de Robert Dean

■ QUÉBEC — Robert Dean fut élu député de Prévost le 13 avril 1981. De 1960 à 1981, il fit carrière comme permanent syndical. D'abord conseiller technique de l'Union des ouvriers du textile d'Amérique, à Drummondville, il occupa la même fonction au Syndicat canadien de la Fonction publique avant de se joindre au Syndicat international des travailleurs de l'automobile.

Nommé ministre du Revenu en mars 1984, il occupe, depuis décembre, le portefeuille de ministre délégué à l'Emploi et à la Concertation. À ce titre, il siège sur quatre comités ministériels: au développement économique, au développement social, à la condition féminine et, finalement, à l'emploi des jeunes.

« Pas pour y présenter de nouveaux projets de développement économique, dit-il. Mais plutôt pour m'assurer que ceux présentés par mes collègues aient un impact sur l'emploi ».

Lorsqu'il fut nommé à l'Emploi et à la Concertation, Robert Dean n'avait pas caché qu'il s'agissait là du plus grand défi de sa vie et la réalisation d'un grand rêve. Son mandat: élaborer, de concert avec les partenaires socio-économiques, une politique de plein-emploi pour le Québec.

Quatre mois se sont écoulés depuis. La semaine dernière, il accordait une entrevue à LA PRESSE.

## L'égalité des femmes: Marx accuse Québec de faire marche arrière

■ Le gouvernement québécois fait marche arrière au chapitre de l'égalité des femmes, estime le critique libéral en matière de justice, M. Herbert Marx, selon qui le Québec accuse à ce chapitre un retard « inacceptable » sur le reste du continent nord-américain.

Ce retard, a affirmé hier le député de D'Arcy-McGee en entrevue téléphonique, tient essentiellement au refus du ministre de la Justice Pierre-Marc Johnson de promulguer les articles de la Charte québécoise des droits et libertés portant sur l'accès aux programmes d'égalité. Ces articles ont été approuvés par l'Assemblée nationale il y a maintenant trois ans.

« C'est un détournement de pouvoir », estime M. Marx, qui s'explique mal l'absence de volonté politique du gouvernement Lévesque à ce sujet et, en particulier, le « silence étrange » de la nouvelle ministre de la Condition féminine, Mme Francine Lalonde.

M. Johnson a lui-même admis en commission parlementaire ne pas être certain de l'entrée en vigueur de l'ensemble des articles sur les programmes d'accès, a indiqué M. Marx, qui juge à la fois « troublant » et « invraisemblable » que le gouvernement ne modifie pas une charte qui autorise la discrimination à l'égard des femmes.

## La nouvelle LeBaron GTS

Un coup de génie de Chrysler qui donne un coup de vieux aux meilleures Européennes et Américaines!



Une toute nouvelle LeBaron. Haute performance. Conception technique avancée. Elle décline les plus orgueilleuses des Européennes et les plus prétentieuses des Américaines.

LeBaron GTS. Avec son moteur à turbocompresseur en option, avec ses roues de 15", avec sa suspension sport dotée d'éléments Iso-Strut et d'amortisseurs à gaz, elle domine les Audi 5000

Turbo, les BMW 528e et les Mercedes 190E à l'accélération, dans les virages, aux freinages.\*

LeBaron GTS. Intérieur spacieux. Luxe et confort d'une berline de grande classe. Sièges anatomiques pour vous procurer la plus agréable des conduites.

LeBaron GTS. Vous pouvez vous l'offrir pour la moitié du prix d'une Audi 5000 ou pour des milliers de dollars de moins que la Pontiac 6000 STE.

LeBaron GTS. Voyez son coffre-arrière, c'est plus qu'un coffre; c'est en fait une ingénieuse cinquième porte. Un volume de charge de beaucoup supérieur à celui de l'Audi ou de la Pontiac 6000 STE.

LeBaron GTS. Prenez-en le volant et comparez-la à ce qu'il y a de mieux sur la route; vous verrez, avec la LeBaron GTS vous roulerez grand luxe sans dépenser une fortune.

\*Comparativement à des modèles 1984 standard selon l'ensemble des résultats des tests de l'U.S.A.C.

Chez Chrysler, notre seule ambition, c'est d'être les meilleurs!

Seule Chrysler garantit le moteur, le rouage d'entraînement et la carrosserie extérieure contre les perforations dues à la rouille, de chaque voiture et camion qu'elle fabrique pour 5 ans/80 000 km. Cette garantie ne s'applique pas aux voitures ou camions importés, de parcs ou de location. Possibilité de 100 \$ déductible. Votre concessionnaire a tous les détails. Les éléments de comparaison avec la garantie des compétiteurs sont conformes à l'information disponible au moment d'aller sous presse. Détails chez le concessionnaire.

Certains équipements illustrés ou mentionnés sont optionnels moyennant supplément.

On va prendre bien soin de vous!



CHRYSLER CANADA LTÉE  
VOTRE CONFORT ET VOTRE SÉCURITÉ

CHRYSLER

LA NOUVELLE CHRYSLER LeBARON GTS 1985



Le député péquiste de Terrebonne, Yves Blais.

# Yves Blais, le député péquiste le plus populaire

**MASCOUCHE** — Si les 60 députés péquistes avaient à élire le plus populaire parmi eux, le gagnant serait probablement l'obscur député de Terrebonne, Yves Blais.

## NORMAN DELISE de la Presse Canadienne

« Non seulement il est très loyal, mais il jouit d'une grande popularité au sein du caucus », reconnaît le ministre des Affaires sociales Guy Chevrette.

Blais, un homme d'affaires de 51 ans, a réussi samedi un exploit qui témoigne de sa popularité parmi ses collègues : une vingtaine d'entre eux, et non les moins, avaient daigné se déplacer pour assister à une partie de sucre marquant sa reconduction comme candidat péquiste dans Terrebonne pour la prochaine élection générale.

Aucun autre péquiste n'avait réussi à attirer autant de monde pour son assemblée de mise en candidature.

Même le premier ministre René Lévesque avait cru bon se déplacer pour appuyer son candidat. La partie de sucre avait également attiré sept autres ministres dont le « dauphin », le ministre des Affaires canadiennes Pierre-Marc Johnson, et quelque 400 partisans enthousiastes.

« Blais a réussi à amener dans le comté de Terrebonne plus de \$20 millions en investissements gouvernementaux, 45 fois plus que moi dans mon comté d'Anjou », admet le ministre Johnson.

« Il a l'esprit retors. Les fois où l'Assemblée nationale siège de nuit, une chance qu'on a Yves Blais pour nous raconter des histoires pendant les discours insignifiants de l'opposition », prétend le ministre des Affaires sociales Guy Chevrette.

« Mais la plupart de ces histoires ne sont pas racontables en public », poursuit-il.

### Carrière

Contrairement à la plupart de ses collègues péquistes, c'est très

tard qu'Yves Blais est arrivé en politique active.

Le député de Terrebonne avait 50 ans lorsqu'il a été élu pour la première fois à l'Assemblée nationale.

Après avoir été obscur manoeuvre d'Hydro-Québec pendant une quinzaine d'années, il s'était fait connaître depuis longtemps comme un des responsables des succès des chansonniers québécois, grâce aux boîtes à chansons « Le Patriote » qu'il a ouvertes dès 1963 à Sainte-Agathe, dans les Laurentides, puis à Montréal.

Tous les chansonniers, y compris les rois de la scène comme Gilles Vigneault, Jean-Pierre Ferland et Félix Leclerc, sont des amis personnels de Blais.

Il y en a qui se mêlent encore de participer activement aux luttes politiques de Blais. Dorothy Berryman, Tex Lecor et Pierre Labelle avaient accepté samedi dernier de présenter un spectacle à l'assemblée péquiste de Terrebonne en l'honneur de Blais.

« Beaucoup de ces gens-là (les artistes) sont des gens que j'ai connus comme artistes au Patriote, à leurs débuts » explique le député de Terrebonne.

C'est d'ailleurs au contact des chansonniers, dont la plupart sont indépendantistes, que Blais a « consolidé » sa foi en un Québec indépendant.

Malgré ses compétences en matière de culture, Blais a toujours été mis de côté par le premier ministre lorsqu'il a été temps de désigner un ministre des Affaires culturelles ou un président de la commission parlementaire de la culture.

Interrogé sur cette « mise au rancart », Yves Blais s'est toujours montré d'une discrétion absolue.

Mais personne n'ignore qu'à la convention où il avait été choisi candidat péquiste pour l'élection d'avril 1981, Blais avait battu un des préférés du premier ministre Lévesque, Robert Lussier, ancien ministre de l'Union nationale (1966-70) devenu péquiste depuis. Le « boss » n'aurait pas oublié cet affront, prétend-t-on.

## LES COMPLÉMENTAIRES DU 3 JUIN

# Les partis vont en profiter pour tester leur stratégie électorale

Les élections partielles dans les comtés de Bertrand, Bourget, l'Assomption et Trois-Rivières, le 3 juin prochain, permettront aux principaux partis politiques, le Parti québécois et le Parti libéral, de tester leur stratégie électorale en vue des élections générales qui ne sauraient trop tarder par la suite.

### PIERRE VENNAT

Le député libéral de Jean-Talon, Jean-Claude Rivest, qui fut l'un des principaux conseillers politiques du cabinet de Robert Bourassa, alors que celui-ci était premier ministre, a déclaré hier à LA PRESSE, alors qu'il participait à l'assemblée libérale de Rosemont, qu'il est certain que les deux partis devront ensuite s'ajuster, tout dépendant du résultat de ces élections.

« Les péquistes ont décidé d'axer leur campagne sur le déniement et d'essayer d'effrayer la population en salissant le gouvernement Bourassa de 1970 à 1976. Si ça marche, il est évident qu'ils emploieront cette méthode lors des élections générales, d'ailleurs ils l'ont déjà dit. Mais si, comme je le crois, ça ne marche pas, ils devront trouver autre chose ».

Par ailleurs, si jamais les libéraux devaient subir leur premier échec en partielles après 22 victoires consécutives, il est certain qu'eux aussi devraient modifier leur stratégie et trouver des moyens de faire mal à leurs adversaires autrement que juste parler de relance de l'économie ou du grand projet de M. Bourassa, l'énergie du Nord.

« D'ailleurs, si j'étais eux, je ferais bien attention avant de

vouloir ressusciter des pseudo-scandales de l'époque 1970-76. Ils ne vivent pas dans une maison de verre et ça pourrait avoir un effet de boomerang ». Ceci dit, M. Rivest craint que les élections partielles soient très « sales », notamment dans Bertrand.

Enfin, celui qui fut pendant longtemps un des principaux conseillers de M. Bourassa regarde avec intérêt la stratégie des péquistes qui se conduisent en parti d'opposition face à M. Bourassa et son projet d'énergie du Nord.

« Il est vrai qu'en 1973, les libéraux au pouvoir ont fait de même avec succès face aux péquistes. Les libéraux, se sont conduits comme un parti d'opposition face au Budget de l'An 1 de Jacques Parizeau et l'ont complètement démolit ».

« Mais le contexte n'était pas le

même. Le Budget de l'An 1 était tellement futuriste qu'il était facile de démontrer qu'il n'était pas réalisable. Si les péquistes étaient arrivés avec un projet plus réalisable, par exemple, la souveraineté linguistique ou en annonçant leur projet de loi 101, on aurait eu plus de difficultés ».

« Le projet de Robert Bourassa est axé sur l'emploi et est réalisable. De plus, les péquistes s'étaient opposés au projet de la Baie James et Robert Bourassa l'a réalisé et aujourd'hui tous les Québécois, même les péquistes, sont fiers de la réalisation du projet de la Baie James ».

« Il va falloir que le gouvernement Lévesque, usé et fatigué, se trouve autre chose que de dire que les idées de M. Bourassa sont « folles braque ». Simple question de crédibilité ».

## DANS ROSEMONT

# Les libéraux choisissent un ancien sous-ministre des Affaires sociales

Le Dr Guy Rivard, qui fut sous-ministre à la Santé au sein du ministère des Affaires sociales, de 1982 à 1984, alors que Pierre-Marc Johnson en était le titulaire, portera les couleurs du Parti libéral du Québec dans Rosemont lors des prochaines élections générales.

### PIERRE VENNAT

Le Dr Rivard, qui réside à Outremont, l'a emporté par 601 contre 447 voix contre un candidat local, M. Michel Sénécal, qui fut pendant près de 10 ans rédacteur en chef du « Journal de Rosemont ».

Professeur au département d'administration de la santé de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, le Dr Rivard s'est fait, depuis quelques mois, l'apôtre d'une révision du système de santé au Québec en proposant, notamment, un rôle complémentaire pour le secteur privé en matière de santé.

Cette idée, également propagée au sein du PLQ par le député de Brome-Missisquoi, Pierre Paradis, fait l'objet de discussions au sein du PLQ bien qu'elle n'ait pas été retenue par le congrès qui s'est penché sur le programme du parti, il y a quelques semaines.

Le chef du PLQ, Robert Bourassa, et plusieurs députés ne

semblent pas très chauds à une telle formule et M. Bourassa a bien pris garde d'indiquer qu'officiellement, son parti ne préconise pas une telle idée, mais il a dû admettre qu'un certain nombre de députés et de candidats du parti préconisaient, cependant, une certaine privatisation en matière de santé.

Hier-après-midi, l'organisation du Dr Rivard a de nouveau distribué aux journalistes une pochette où le Dr Rivard déclare qu'il faudrait définir un rôle complémentaire et peut-être essentiel pour le secteur privé dans ce secteur.

« Il en est grand temps, écrit l'ancien sous-ministre, à la fois parce que l'État ne peut plus tout faire et aussi parce que le privé pourrait peut-être faire mieux et à meilleur coût un certain nombre de choses, permettant ainsi, à l'intérieur des cadres actuels qui respectent l'accessibilité financière universelle aux services de santé, de dégager des marges de manoeuvres intéressantes ».

À titre d'exemples, le Dr Rivard mentionne quatre secteurs :

■ la production de biens de consommation à l'intention du réseau; le marché existe, les investisseurs attendent;

■ la sous-traitance pour le fonctionnement des immeubles, l'entretien des installations maté-

rielles et la gestion de services de support dans les établissements; service alimentaire, buanderie, entretien ménager. En Grande-Bretagne, avec le National Health Service, la possibilité d'aller en appel d'offres pour ce que le Dr Rivard appelle les services d'hôtellerie des établissements de santé est chose faite depuis septembre 1983;

■ la gestion complète d'un établissement par une compagnie privée. La formule est à l'essai à l'hôpital de Hawkesbury, en Ontario et selon le Dr Rivard, elle paraît rentable;

■ la mise en place d'alternatives aux structures intermédiaires étatiques prévues pour les personnes âgées: édifices à logements avec services, entretien ménager, gardiennage, système d'alarme en cas d'urgence, transport adapté pour les loisirs, les activités quotidiennes.

Enfin, le Dr Rivard, affirme que les organismes bénévoles peuvent eux aussi jouer un rôle complémentaire accru dans la communauté et qu'il faut que le MAS consolide leur situation financière en se privant cependant du plaisir de les récupérer au nom du chapeautage, de la coordination et du contrôle.

L'ancien sous-ministre affirme que le Québec de 1985 ne peut pas, non plus, éviter de débattre



Le Dr Guy Rivard, candidat libéral dans le comté de Rosemont.

la question de savoir s'il faut demander une participation financière individuelle des citoyens au système de santé, bien qu'il ne croit pas tellement aux vertus du ticket modérateur.

Il conclut en disant qu'« au plan de la gestion de notre système de santé, il faudra de toute urgence limiter le rôle du ministère à l'essentiel et procéder à une nécessaire épuration administrative ».

## LES SUBVENTIONS AUX ÉCOLES CATHOLIQUES EN ONTARIO

# L'archevêque anglican de Toronto n'a jamais discuté de la question avec Davis

TORONTO — L'archevêque anglican Lewis Garnsworthy n'a jamais fait une démarche pour discuter de la question des subventions aux écoles catho-

ques avec l'ex-premier ministre William Davis, déclare un ex-colaborateur de M. Davis.

« Peut-être devrait-on fournir à M. Garnsworthy une carte indi-

quant où se trouve Queen's Park (le siège du gouvernement ontarien) », a ironisé M. Claire Westcott. « Les gens ne doivent rester assis sur leur cul et attendre qu'on les appelle », a-t-il fait observer.

On se souvient que dernièrement, M. Garnsworthy a critiqué M. Davis pour avoir « imposé » sa décision de subventionner entièrement les écoles catholiques en Ontario, agissant « par décret », selon l'archevêque anglican, sans avoir consulté les autres groupes religieux à l'exception des catholiques.

Cependant, selon M. Westcott, qui est le nouveau président de la Commission de police métropolitaine de Toronto et qui fut conseiller de M. Davis pendant 23 ans, l'ex-premier ministre Davis avait rencontré des représentants de plusieurs confessions au fil des ans pour discuter de cette

question, et plus spécialement les catholiques, qui « ne cessaient de frapper à la porte ».

Il a ajouté que M. Garnsworthy avait toutefois brillé par son absence au cours du processus de consultation.

« Je n'ai jamais vu Garnsworthy à Queen's Park et je ne me souviens pas avoir vu les anglicans s'impliquer dans la discussion », a dit M. Westcott.

Celui-ci a également sévèrement critiqué la comparaison faite par M. Garnsworthy, qui a fait allusion à Hitler pour parler de l'attitude de M. Davis dans cette affaire.

« Personne ne se tourmentait et ne se fatiguait les méninges plus que William Davis avant de prendre une décision », a-t-il dit. « M. Davis est l'être le plus éloigné d'un dictateur qui a jamais mis les pieds à Queen's Park. »

— Presse Canadienne

# Les femmes libérales devraient constituer la moitié des délégués aux prochains congrès

MONT-SAINTE-MARIE — La commission de réforme du Parti libéral du Canada recommande que la moitié des délégués aux futurs congrès du parti soit des femmes et veut accorder à chaque libéral du pays — et non pas seulement aux délégués — un vote lors du prochain congrès d'investiture du parti.

Mais la commission de 23 membres — qui est née de la frustration ressentie devant le pouvoir dévolu par les conseillers, non-élus, choisis par le chef du parti — a cependant évité tout risque de confrontation avec le chef du parti en décidant de ne pas suggérer d'amendements

constitutionnels qui réduiraient les pouvoirs du chef.

« Le droit du leader de gouverner est absolu », a dit la présidente du parti, Mme Iona Campagnolo.

« À la fin du jour, le leader est encore le leader », a pour sa part déclaré le co-président Gordon Gibson, de Vancouver, au moment où la commission de réforme se réunissait à Mont-Sainte-Marie, au nord d'Ottawa, pour discuter de son rapport final.

Le rapport doit être terminé en juin et doit être soumis à la discussion lors d'une conférence sur la réforme qui doit se tenir à Halifax du 8 au 10 novembre.

— Presse Canadienne

ÉCOLE D'INFORMATIQUE MARSAN 1600 Berri (Palais du Commerce) suite 3116, Montréal, H2L 4E4 (Métro Berri-de-Montigny)

**POUR UNE CARRIÈRE EN INFORMATIQUE**

PROGRAMMEUR/ANALYSTE (12 mois) | NIVEAU COLLÉGIAL  
PROGRAMMEUR (6 1/2 mois) | PRÊTS DU GOUVERNEMENT

Prochaine session 21 mai — Prospectus gratuit 842-0509

2<sup>e</sup> ajustement c'est notre affaire...

Une création printanière!

Soulier de cuir, talon cubain, support intégré

Blanc  
Taupe  
Rouge

# 4246 S

2A	B	D
7-9	5-9 1/2	5-10

Superbes sacs à main pour coordonner.

**C. BEAUSOLEIL INC.**

1036, rue Ontario est. 781, rue Jean-Talon est  
Triangle Ahrens 522-6838 face au métro 272-7222

Clermont c'est **fort** intéressant

Financièrement **9.9%**

CAVALIER FIRENZA S-10 PICK-UP

jusqu'au 30 avril 1985

**clermont**  
Chevrolet Oldsmobile

le plus fort en ville

5363, rue St-Denis  
279-6301

quant où se trouve Queen's Park (le siège du gouvernement ontarien) », a ironisé M. Claire Westcott. « Les gens ne doivent rester assis sur leur cul et attendre qu'on les appelle », a-t-il fait observer.

On se souvient que dernièrement, M. Garnsworthy a critiqué M. Davis pour avoir « imposé » sa décision de subventionner entièrement les écoles catholiques en Ontario, agissant « par décret », selon l'archevêque anglican, sans avoir consulté les autres groupes religieux à l'exception des catholiques.

Cependant, selon M. Westcott, qui est le nouveau président de la Commission de police métropolitaine de Toronto et qui fut conseiller de M. Davis pendant 23 ans, l'ex-premier ministre Davis avait rencontré des représentants de plusieurs confessions au fil des ans pour discuter de cette

question, et plus spécialement les catholiques, qui « ne cessaient de frapper à la porte ».

Il a ajouté que M. Garnsworthy avait toutefois brillé par son absence au cours du processus de consultation.

« Je n'ai jamais vu Garnsworthy à Queen's Park et je ne me souviens pas avoir vu les anglicans s'impliquer dans la discussion », a dit M. Westcott.

Celui-ci a également sévèrement critiqué la comparaison faite par M. Garnsworthy, qui a fait allusion à Hitler pour parler de l'attitude de M. Davis dans cette affaire.

« Personne ne se tourmentait et ne se fatiguait les méninges plus que William Davis avant de prendre une décision », a-t-il dit. « M. Davis est l'être le plus éloigné d'un dictateur qui a jamais mis les pieds à Queen's Park. »

— Presse Canadienne

**Les femmes libérales devraient constituer la moitié des délégués aux prochains congrès**

MONT-SAINTE-MARIE — La commission de réforme du Parti libéral du Canada recommande que la moitié des délégués aux futurs congrès du parti soit des femmes et veut accorder à chaque libéral du pays — et non pas seulement aux délégués — un vote lors du prochain congrès d'investiture du parti.

Mais la commission de 23 membres — qui est née de la frustration ressentie devant le pouvoir dévolu par les conseillers, non-élus, choisis par le chef du parti — a cependant évité tout risque de confrontation avec le chef du parti en décidant de ne pas suggérer d'amendements

constitutionnels qui réduiraient les pouvoirs du chef.

« Le droit du leader de gouverner est absolu », a dit la présidente du parti, Mme Iona Campagnolo.

« À la fin du jour, le leader est encore le leader », a pour sa part déclaré le co-président Gordon Gibson, de Vancouver, au moment où la commission de réforme se réunissait à Mont-Sainte-Marie, au nord d'Ottawa, pour discuter de son rapport final.

Le rapport doit être terminé en juin et doit être soumis à la discussion lors d'une conférence sur la réforme qui doit se tenir à Halifax du 8 au 10 novembre.

— Presse Canadienne

## Il y a dix ans, le Vietnam...

Il y a dix ans, prenait fin la guerre du Vietnam avec la chute de Phnom Penh au Cambodge le 17 avril 1975 et la prise de Saigon, capitale du Vietnam du Sud, le 30 avril.

Est-ce que cet anniversaire se célèbre? D'habitude, on célèbre une victoire. Quelle victoire? À défaut de pouvoir pavoiser, entonner des hymnes et organiser des défilés victorieux, il reste la possibilité de méditer sur ce que fut l'événement et sur ce qu'il comporte de leçons.

Ce conflit qui a fait tant de morts, 60 000 du côté américain seulement, qui a occasionné tant de souffrances, dont les conséquences accablent encore aujourd'hui tant de vies, conserve des aspects artificiels.

Le réseau CBS a consacré une rétrospective à cette guerre, avec le concours exceptionnel de ce glorieux vétéran de la télévision (on pourrait ajouter: vétéran de la guerre du Vietnam) qu'est M. Walter Cronkite.

Or, tout au long de cette émission, qui a bien duré une heure, le spectateur avait davantage l'impression d'une visite touristique sur les lieux d'une guerre passée que d'une commémoration. C'est comme si le conflit s'était terminé d'une manière tellement absurde qu'on finit par penser qu'il n'a pas eu lieu. Nous trouvons insensé le conflit entre l'Irak et l'Iran. À bon droit. Mais quel sens ont aujourd'hui les massacres au Vietnam?

Une victoire de l'Occident, si elle avait pu être acquise, colorerait différemment le récit. Pourquoi la victoire a-t-elle échappé aux États-Unis?

Il ne manque pas d'études historiques fouillées qui répondent à cette question. Mais on peut également enregistrer le témoignage des hommes politiques contemporains qui ont été les témoins et les acteurs de ce sombre drame. Henry Kissinger, par exemple, dans un numéro récent de l'hebdomadaire *le Point*, semble attribuer à l'influence néfaste de «groupes marginaux», actifs aux États-Unis mêmes, «une issue désastreuse», jugée préférable, «pourvu qu'elle discrédite l'ordre établi tant exécuté».

Le témoignage de M. Henry Kissinger n'est pas de l'espèce qu'on accueille à la légère ou qu'on ignore. Pourtant, le gâchis vietnamien paraît difficilement explicable par les seules menées d'éléments marginaux au sein de la société américaine.

Le doute a commencé à prévaloir dans la conscience américaine à partir de 1966. Est-ce que la «foi» s'était en quelques sorte atténuée? Ou est-ce que les esprits les plus lucides (et souvent les plus influents) n'ont pas compris que les véritables intérêts des États-Unis n'étaient pas au Sud-Est asiatique, si loin des frontières américaines, mais bien plutôt en Europe? Et qu'en conséquence la seule urgence (déjà en 1966) était de sortir du guêpier dans lequel il n'aurait jamais fallu se jeter?

Des gens raisonnables, bons Américains au demeurant, pensaient, déjà en 1966, que l'intérêt des USA commandait un retrait du Vietnam.

Ce qui se répétait beaucoup à cette époque-là, dans les milieux hostiles à l'engagement des États-Unis, était que la situation n'était pas susceptible d'une solution militaire. Les intellectuels, qui sont généralement de piètres stratèges, n'étaient pas les derniers à répéter inlassablement cet axiome et il se trouve que l'histoire ne leur a pas donné tort.

Mais ils ont été tragiquement naïfs s'ils ont cru aux «lendemain qui chantent» et sérieusement pensé que la débâcle américaine allait «libérer» Vietnamiens et Cambodgiens. Quelle illusion tragique!

Au Vietnam, la révolution dévore ses propres enfants. Le dixième anniversaire de la chute de Phnom Penh (Cambodge) reste associé à la prise du pouvoir par les Khmers rouges, qui, en quelques années, ont écrit l'un des chapitres les plus révoltants de l'histoire de l'humanité. La saison étant propice au rappel des génocides, on pourrait également rappeler et méditer celui-là.

Un survol, même cavalier, de la guerre du Vietnam n'interdit pas de rappeler ce que fut la position du Canada. Position réaliste. Et sans gloire. L'industrie canadienne a fait de l'argent avec la guerre. Il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser.

Guy CORMIER

## Aller au plus pressant

Le monde est aux prises avec deux déséquilibres très inquiétants: celui du commerce mondial, d'une part, et celui des paiements internationaux, de l'autre. Ces deux problèmes sont liés, mais ce serait une erreur que de vouloir les résoudre ensemble. Le profond désaccord sur la réforme du système monétaire international ne comporte pas de danger immédiat, mais il pourrait remettre aux calendes grecques un assainissement du commerce mondial et augmenter le danger d'une guerre commerciale.

Le malaise dont souffre le commerce mondial vient surtout du protectionnisme latent qui persiste dans tous les pays développés. Cette pratique prend des formes très différentes selon les pays et selon les industries, mais elle représente toujours une perte pour l'économie mondiale. Ce problème est devenu plus aigu récemment à cause de la hausse exceptionnelle du dollar américain qui rend beaucoup de produits américains peu concurrentiels sur les marchés mondiaux. Le président Reagan cherche à y remédier en invitant le Japon à s'ouvrir davantage aux importations.

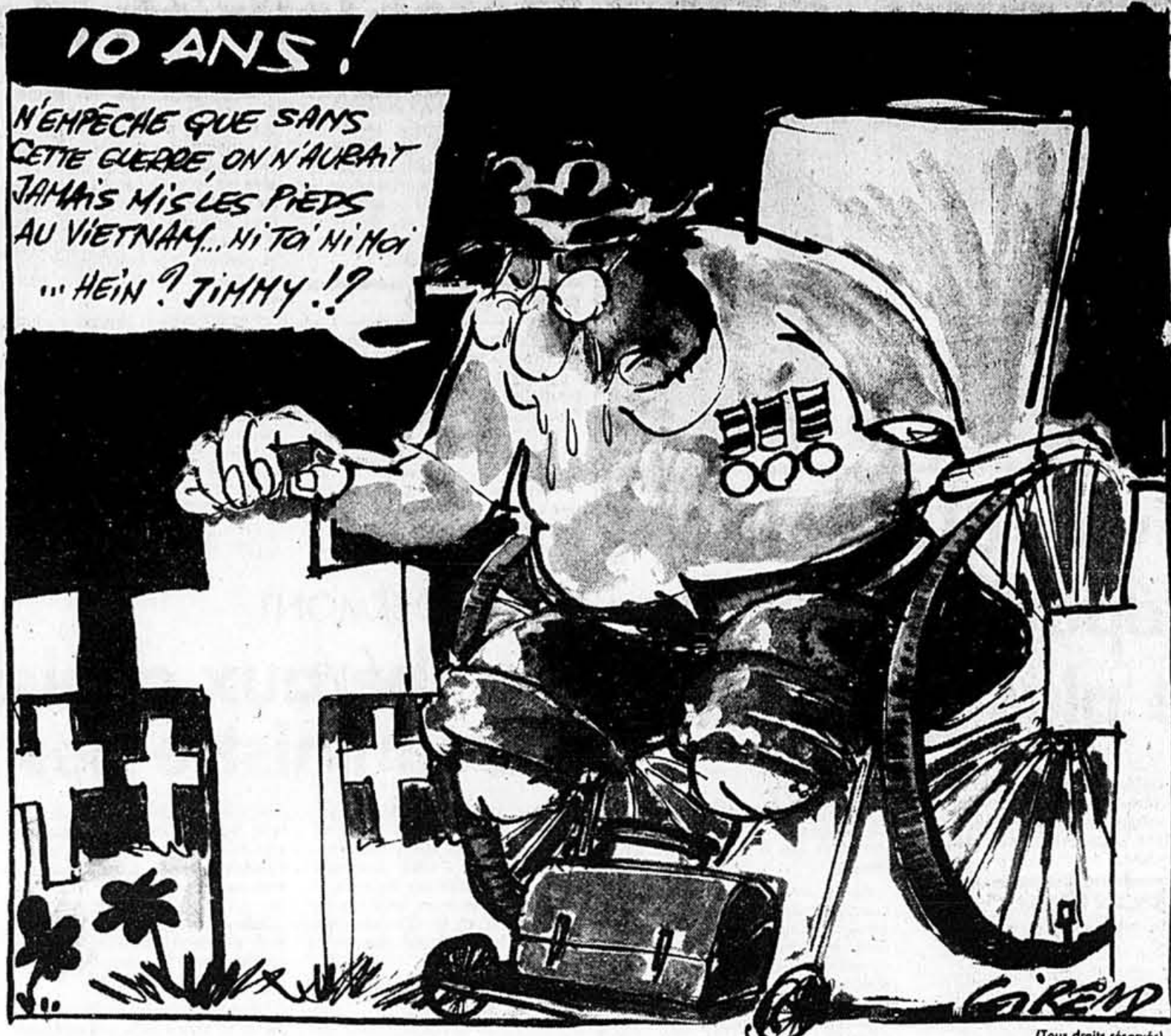
Les pays européens, la France en tête, voudraient une réaction plus vive. Ils estiment que les États-Unis devraient provoquer une baisse du dollar par des changements de politiques fiscale et monétaire.

De leur côté, de nombreux industriels américains souhaitent l'imposition d'une surtaxe de 20 p. cent sur les importations. Pour l'instant, le gouvernement et la plupart des parlementaires américains rejettent cette idée comme catastrophique. Il n'en demeure pas moins que le danger existe et que, dans le pire des cas, les États-Unis pourraient imposer une surtaxe aussi néfaste que celle qui a provoqué la crise des années trente.

Quant à la solution qui consiste à résoudre simultanément les problèmes commercial et monétaire, elle n'est pas très réaliste. Les pays industrialisés cherchent en vain, depuis plus de quinze ans, une réforme du système monétaire international. Le système actuel des taux flottants existe parce qu'aucun pays n'est prêt à accepter la discipline d'un système de taux fixes. Ce n'est pas maintenant, alors que les tensions sont très vives, que l'on pourrait rapidement créer le calme et la discipline qu'apporte ce système.

En voulant résoudre trop de problèmes à la fois, on risquerait de négliger celui qui est le plus urgent: la menace du protectionnisme mondial. Il est donc important de tout mettre en oeuvre pour libéraliser davantage le commerce mondial afin que la baisse du dollar américain soit accompagnée d'une forte croissance des échanges.

Frédéric WAGNIÈRE



(Tous droits réservés)



Marc Laurendeau

## La prostitution analysée à partir de ses sources

(Collaboration spéciale)

Synthèse remarquable, d'excellentes propositions quoiqu'accompagnées de suggestions douteuses. Tel apparaît le rapport sur la pornographie et la prostitution, déposé ces jours-ci, au terme de travaux qui ont duré presque deux ans, avec des audiences tenues dans 22 villes canadiennes et des études comparatives avec des pays européens. Le comité, présidé par Me Paul Fraser, juriste de Vancouver, et composé de sept membres (dont le criminologue Jean-Paul Gilbert et l'avocate Andrée Ruffo) offre une analyse très pénétrante.

En matière de pornographie, le comité Fraser présente une approche très limpide à trois paliers. Les publications les plus réprouvées par les Canadiens et donc les plus sévèrement réprimées seraient celles qui exhibent des jeunes de moins de 18 ans ou une violence réelle causant du tort à l'un des participants.

Par ailleurs, des sanctions moins lourdes seraient exercées à l'égard d'illustrations de bestialité, d'inceste, de nécrophilie et même de certains comportements violents: ici une défense pourrait être produite en invoquant des fins éducatives, artistiques ou scientifiques.

Enfin, les images sexuelles explicites seraient légales à condi-

tion qu'elles soient exemptes de violence et ne mettent pas en scène des jeunes de moins de 18 ans. Mais des contrôles stricts feraient en sorte que ces publications ne soient pas l'objet d'un étalage criard et soient soustraites de la portée du regard des mineurs.

Le comité Fraser est sans doute parvenu à cerner, sur l'obscénité, le véritable état du consensus social que les tribunaux arrivaient très mal à définir avec des outils, l'on doit en convenir, inadéquats. L'obscénité, au sens du Code criminel, était l'«exploitation induite» des choses sexuelles. Mais la définition du caractère induit s'avérait extrêmement fugace sous la plume des juges.

Dans le débat public entourant la pornographie, le mouvement féministe avait singulièrement brouillé les cartes, confondant dans une même croisade les images aguichantes de Playboy et la pornographie violente impliquant des mineurs. Le mérite du comité Fraser a été de discerner l'existence de degrés.

Plus complexe apparaît la prostitution. Ce métier est légal au Canada sauf que le législateur fédéral, par un curieux détour, prohibe certains moyens de l'exercer. Ainsi, la sollicitation est une infraction criminelle, tout comme la tenue de maison

de débauche. Mais de récentes décisions de la Cour suprême ont limité l'intervention des municipalités: la sollicitation doit être «pressante et insistante» et une automobile n'est pas un lieu public, sous l'angle de la sollicitation.

Le comité Fraser affirme sa conviction, partagée par 92% des Canadiens, que la prostitution est un phénomène appelé à demeurer. Le comité Fraser propose de décriminaliser la prostitution, entre adultes, de l'extraire carrément du Code.

Les comportements criminels graves reliés à la prostitution seraient cependant punis. Les proxénètes seraient passibles de 14 ans de prison au lieu de 10 ans. Les souteneurs et clients violents seraient pourchassés par des escouades spéciales. La sollicitation ne deviendrait une infraction que lorsque accompagnée d'insultes, de harcèlement ou quand elle deviendrait une «nuisance».

Globalement, le comité Fraser adopte une approche lucide. Il vise d'abord à libérer les prostituées de différentes formes d'exploitation et à leur donner un minimum de dignité. Retournant aux sources profondes de la prostitution, le comité recommande aux gouvernements de supprimer les inégalités économiques et sociales entre les

sexes, de mettre en place des programmes sociaux destinés aux femmes et aux jeunes dans le besoin.

Le comité Fraser s'est cependant fourvoyé en proposant de ne légaliser que la prostitution invisible et sur petite échelle. La dissidence de Mme Andrée Ruffo, membre du comité, paraît plus cohérente avec la logique adoptée par le comité Fraser: elle suggère de faire bénéficier les prostituées des lois provinciales sur le travail, plutôt que de perpétuer, par des distinctions périlleuses, les attitudes sociales hypocrites.

Déjà, le maire Drapeau, retrouvant son éloquence moraliste des années 50, attaque féroce la logique de décriminaliser la prostitution sous formule artisanale tandis qu'on l'interdirait sur plus grande envergure. La Colombie-Britannique, la Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse refusent tout net de légaliser les petits établissements de prostitution. Et le ministre de la Justice, M. John Crosbie, s'apprete à déposer prochainement un projet de loi pour restreindre et punir la sollicitation. Pressé de remplir ainsi un engagement électoral, il tronque toutefois le rapport Fraser de l'essentiel de sa substance. Dommage. Les réflexions du comité Fraser méritaient mieux que cela.

## REVUE DE PRESSE

### Abris fiscaux pour riches

Notre pays se doit d'offrir des abris fiscaux à ses contribuables de la classe moyenne.

De tels abris fiscaux, depuis longtemps, ont été l'apanage des bien nantis, pour de multiples raisons. Pour éviter de verser des sommes importantes au gouvernement, notamment, il est nécessaire d'investir considérablement, souvent dans des secteurs économiques risqués.

Peu de Canadiens utilisant le formulaire d'impôts simplifié ont raison — ou même l'expertise nécessaire — d'étudier le complexe monde de l'investissement et de s'en servir pour réduire la facture du percepteur. Si le Canadien moyen s'évertuait à étudier la question à fond, toutefois, il serait fasciné par certaines informations qu'il pourrait recueillir.

La majorité de ces abris fiscaux, malheureusement, sont réservés au monde de la haute finance. C'est là un territoire que la majorité des contribuables de la classe moyenne ne peuvent investir sans recourir aux conseils d'un avocat ou d'un comptable agréé. Ces professionnels, va sans dire, réclament de fortes rémunérations en retour de leurs services.

Les Canadiens de la classe moyenne depuis longtemps consentent de l'existence des abris fiscaux offerts aux bien nantis, quoiqu'ils n'en aient pas toujours compris les modalités.

Plusieurs d'entre eux possédant quelques épargnes pourraient apprécier de pouvoir investir dans des domaines telle la recherche, pourvu qu'ils puissent comprendre toutes les implications de telles mises de fonds sans devoir recourir à un comptable.

Il est possible d'offrir des abris fiscaux à des contribuables autres que les riches. Pour y accéder à l'heure actuelle, il semble qu'une personne n'a d'autre choix que de percevoir des revenus supérieurs à \$100,000 par année.

The Saskatoon Star-Phoenix

### Ni logique ni admissible

Le ministre des Communications, Marcel Masse, a bien fait en réclamant une nouvelle étude sur la politique canadienne pertinente à la radiodiffusion. La méthode utilisée est toutefois douteuse.

M. Masse a révélé qu'il créera une task force qui révisera cette politique et fera rapport à la mi-

janvier. Quoique cette task force ait été invitée à consulter ad nauseam toutes les parties intéressées à la question, l'étude se poursuivra à huis clos. Il n'y aura aucune audience publique et les enquêteurs n'auront pas à divulguer la teneur de quelque intervention que ce soit.

Empêcher le public de savoir ce qui se passe dans un domaine aussi important que les communications n'est ni logique ni admissible.

La task force doit notamment revoir les rôles dévolus à Radio-Canada et au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, et étudier les besoins spécifiques des francophones et des Amérindiens dans ce domaine.

Même s'il ne s'agit que d'un premier pas vers la préparation d'un livre blanc du gouvernement, il est inconcevable que de telles questions soient débattues hors de la présence des intéressés.

L'époque se prête bien à une remise en cause de la politique sur la radiodiffusion, non pas seulement parce que les décisions récentes de M. Masse sèment l'incertitude quant aux intentions réelles du gouvernement Mulroney dans ce domaine. La radiodiffusion est un domaine d'une telle importance que toute étude qui lui est pertinente doit être faite publiquement. M.

Masse devrait réviser ses plans en conséquence.

The Calgary Herald

### Performances des Postes

Les Canadiens ne sont pas satisfaits de la performance des services postaux: ils n'apprécient pas l'incertitude qui plane sur les délais de livraison du courrier; ils aiment encore moins les perpétuelles menaces de grève.

La récente décision de la Société des Postes d'augmenter ses tarifs n'a rien, non plus, pour réjouir ses clients.

Les Canadiens ne semblent pas prêts à admettre que la hausse de deux cents (6.25 pour cent) soit minime, comme le prétend la société d'État. Depuis 1981, le coût d'envoi d'une lettre de première classe a augmenté de 17 cents. Cela représente une hausse de 100 pour cent en quatre ans.

La Société des Postes, par ailleurs, est loin d'avoir atteint les principaux objectifs qu'elle s'était fixés.

Qu'elle réalise ses promesses et donne aux Canadiens la qualité que justifient les tarifs imposés. Alors, peut-être, certaines hausses seront-elles justifiées.

The Red Deer Advocate

# La micro-électronique au Québec

En février dernier, la Commission Duclos sur l'expansion de l'industrie électronique et du logiciel, déposait son rapport au gouvernement du Québec. Selon l'une des principales constatations de ce rapport, les Québécois perdent la propriété des entreprises de l'industrie électronique et du logiciel à un rythme de 14% par année.

Parmi les problèmes identifiés par cette commission on retrouve le climat politique du Québec, le manque de politique de développement économique et le manque de capital de risque. La commission propose également des solutions, la plus importante étant la fixation des centres de décision au Québec.

C'est ce qu'a tenté de faire la Société de Micro-électronique Industrielle de Sherbrooke Inc. (SMIS) en proposant la création d'un centre québécois de développement en micro-électronique lors du Sommet socio-économique de l'Estrie qui s'est tenu en janvier dernier. Ce projet n'a pas encore reçu, aujourd'hui, l'appui du gouvernement provincial. Comme l'a admis M. Pierre Duclos, président de la commission du même nom, dans une entrevue à LA PRESSE (6 mars), le soi-disant virage technologique est loin d'être réalisé dans l'industrie de l'électronique et du logiciel.

Pourtant, s'il y a une technologie qui allie électronique et logiciel, c'est bien la micro-électronique. La micro-électronique, c'est la technique qui consiste à concevoir et fabriquer des circuits intégrés, plus communément appelés les «puces». Les circuits intégrés envahissent de plus en plus notre quotidien et on les retrouve dans plusieurs produits de consommation courante, de votre montre-bracelet à votre voiture.

De septembre 1983 à septembre 1984, j'ai eu l'occasion d'effectuer

un stage dans le centre de micro-électronique des PTT (Postes, téléphones et télécommunications) français, à Grenoble. En France, comme ailleurs dans le monde, on s'accorde généralement en matière d'économie, de l'importance à contrôler les facteurs ayant une influence primordiale. On s'entend aussi pour placer la micro-électronique parmi ces facteurs.

Il est de notoriété publique que la majorité des circuits intégrés sont fabriqués aux États-Unis et au Japon. Les unités de production de ces pays sont suffisantes pour satisfaire la demande mondiale sauf pour certains circuits que tout le monde s'arrache. Et c'est là que réside tout le problème car ces circuits à usages multiples (micro-processus, mémoires, etc.) constituent un des fondements de l'électronique moderne.

L'approvisionnement difficile avec certains circuits a conduit plusieurs pays européens à développer une infrastructure de recherche et développement en micro-électronique. On constate donc que ce n'est pas tout de savoir comment concevoir des circuits intégrés pour contrôler ce facteur de croissance économique, mais qu'il faut également s'assurer de la disponibilité de ces circuits.

Dans plusieurs pays et dans beaucoup d'États américains, les pouvoirs décisionnels mettent en place des structures de recherche et développement en micro-électronique. On remarque donc que les dirigeants n'attendent pas les investissements privés pour doter leur pays (ou État) d'outils de développement économique. Cet exemple devrait être suivi par le Québec. L'Ontario, notre voisine, a déjà emboîté le pas à cette marche technologique.

Pour bâtir un centre de micro-électronique, on s'accorde pour

dire qu'il faut environ cinq ans. Si le Québec acceptait aujourd'hui de se munir d'un tel centre, on pourrait se demander que sera la micro-électronique dans cinq ans? La réponse à cette question est probablement le meilleur argument en faveur de l'implantation d'un centre de micro-électronique.

Au niveau mondial, on prévoit une stabilisation des technologies. Il devient donc plus facile pour le centre, de prévoir la technologie cible pour la fabrication des circuits intégrés. On observe également d'intenses efforts pour développer de meilleurs outils de conception assistée par ordinateur (CAO). C'est probablement là, la clé de tout le problème. On prévoit qu'à la fin de la décennie, la CAO permettra aux ingénieurs en électronique, sans spécialisation en micro-électronique, de concevoir leur propre circuit intégré. C'est la micro-électronique à la portée de tous! Mais à quel bon permettre aux ingénieurs de concevoir leurs circuits, s'ils ne peuvent les faire fabriquer?

Selon M. Jacques Dufresne (LA PRESSE 22 mars), le problème est encore plus crucial. C'est un choix de société, qu'advient-il des jeunes que nous formons? Surtout en micro-électronique, ces jeunes se demandent s'il y a un avenir pour eux au Québec. M. Dufresne soulève également le problème de la migration des cerveaux. Pour reprendre ses mots: «On doit commencer à s'inquiéter quand la cause principale de l'émigration n'est pas l'ambition normale chez un jeune mais l'inertie d'une société, l'incapacité dans laquelle elle se trouve d'utiliser ses ressources humaines les plus précieuses.»

La décision de créer ou pas un centre de micro-électronique a pu être retardée jusqu'ici mais elle ne saurait l'être encore très longtemps. Dans sa publicité, le gou-

vernement du Québec ne cesse de nous répéter: «On s'est donné des forces.» La micro-électronique lui offre une occasion rêvée de rendre cette publicité encore plus concrète. Et puisque le Québec c'est reconnu, il est plus que temps de reconnaître la compétence qui existe chez nous.

Ce qui se faisait il n'y a pas si longtemps avec plusieurs circuits intégrés peut maintenant être réalisé sur un seul d'entre eux. C'est ça l'intégration!

Pour une industrie, les avantages de la micro-électronique sont nombreux. En concevant ses propres circuits une entreprise peut diminuer son inventaire de circuits intégrés, fabriquer à meilleur coût car il y a moins de pièces à manipuler, offrir un produit de dimensions plus petites et être protégée contre les copieurs éventuels. Ce ne sont que quelques-uns des facteurs qui permettent à une industrie d'être plus compétitive. Doit-on envoyer nos industries se battre sur le marché mondial sans les munir des mêmes armes que leurs adversaires?

Les industries québécoises autochtones n'ont pas le capital nécessaire pour financer un centre de micro-électronique et les industries, dont la maison mère est située hors du Québec, bénéficient généralement des services de micro-électronique offerts par le pays (ou l'État) où est situé le siège social.

Sans une décision politique, le Québec demeurera une région sous-développée. Seule une prise de position en faveur d'un centre de micro-électronique québécois, nous assurera que la volonté politique à l'origine du «virage technologique» ne finira pas en «dérapage technologique».

**Christian LÉGARE, ing.**  
Sherbrooke

# Un policier répond à Lysiane Gagnon

Je termine la lecture de la chronique de Lysiane Gagnon; je suis sidéré.

Où étiez-vous Mme Gagnon pendant le conflit opposant les membres de la Sûreté du Québec au gouvernement québécois? J'accepte la critique, ça fait partie du métier, mais où je m'indigne c'est que nulle part vous ne mentionnez que le gouvernement a triché lors des négociations, que ce sont des décisions politiques qui ont été prises sans égard à la décision d'un juge de la Cour provinciale, en l'occurrence le juge Claude-René Dumais. Des dés pipés afin de ne pas avoir de problème pendant les «Grands Volliers» et la visite du pape.

Mme Gagnon vous tentez de bernier les gens en faisant croire qu'une négociation se fait comme une fantasia, qu'il s'agit de cogner à la porte du patron et de lui dire que vous réclamez certaines conditions de travail et que si vous n'obtenez pas satisfaction, vous saboterez votre travail. J'ose croire que vous n'êtes pas à la direction de votre syndicat pour alléguer de telles choses.

Quant à la rencontre avec le premier ministre, M. Lévesque, c'est dans un but ultime de régler le conflit qu'elle a eu lieu. Quand des politiciens sont engagés politiquement dans un dossier, le patron peut encore rapprocher les parties et tenter de régler les affaires de l'État, sinon quel peut bien être son rôle à votre avis?

Vous avez beau parler de notre fonds de pension, qu'en connaissez-vous? Auriez-vous la prétention de dire que vous nous payez notre régime de retraite? Sachez que chaque agent de la SQ investit dans la Caisse de retraite, administrée par le gouvernement, la somme moyenne annuellement de \$2,500. Cet argent est utilisé pour bâtir des ponts, des autoroutes, etc. Nous avons négocié des conditions de travail de bonne foi, nous demandons le respect de nos droits. À ce que je sache, vous avez le droit de faire la grève si vous n'êtes pas contente de vos conditions de travail. Les policiers non.

Quand vous affirmez que les policiers veulent laisser tomber leur képi et avoir les cheveux longs, encore là, vous êtes en retard de quelques mois. Nous avons obtenu ce droit ainsi que le port de la barbe depuis le 22 juillet 1984 et que voulez-vous, la mode des cheveux longs est revenue depuis cinq ans, nous réclamons ces avantages de

puis 17 ans, nous avons eu gain de cause grâce à notre persévérance syndicale.

Un policier c'est remplaçable, qui ne l'est pas? Un neurologue ça prend 10 ans à l'État pour le former, dites-vous, mais comment pouvez-vous comparer un policier à un médecin? Aura-t-il à décider instantanément s'il doit dégrainer son arme à feu pour abattre un individu qui met la vie en danger, sans avoir à être jugé par toute la population après coup? Il n'interviendra pas sur les lieux d'un accident avec blessés graves ou morts déshabillés et même calcinés. Il n'aura pas à informer les parents d'un enfant qui vient de se faire écraser sur sa bicyclette; il ne se fera pas engueuler non plus par un conducteur mécontent de recevoir une contravention méritée. Aura-t-il, avec l'éducation nécessaire au policier, à connaître les articles du Code criminel, de la sécurité routière, la loi des transports, la loi des alcools et toutes les innombrables directives de la Sûreté du Québec? Nous ne réclamons d'ailleurs pas son salaire...

Un corps d'élite la Sûreté du Québec! de la bouche même du premier ministre M. Lévesque, mais payé au 35e rang provincial.

Bonne chance dans vos négociations, Mme Gagnon.

**Jean-Pierre PROULX**  
directeur de l'Association des policiers provinciaux du Québec, district de Montréal-Nord, membre de la SQ à Lachute

J'avais déjà reproché au gouvernement, dans une chronique précédente, de ne pas avoir respecté la décision arbitrale. Par ailleurs, je tiens à signaler que c'est aux journalistes et non pas aux neurologues que j'ai comparé les policiers. J'ai simplement dit que la formation d'un neurologue coûtait plus cher et durait plus longtemps que celle d'un journaliste ou d'un policier. J'ai, pour le travail des policiers, autant de respect que pour mon propre travail, et à vrai dire même encore plus, car les journalistes ne courent pas les mêmes risques physiques. Ma chronique portait sur la désobéissance civile et le non-respect de la loi chez ceux qui sont censés la faire appliquer, non pas sur la nature du travail policier, dont j'ai toujours reconnu les difficultés.

L.G.

# Omissions importantes

À la suite de Vidéo-Femmes et de Mia Riddez, nous nous interrogeons sur la sélection faite par Radio-Canada lors de l'émission «Une soirée très spéciale» sur la décennie des femmes.

Cette émission ne rendait pas compte du mouvement des femmes au Québec, elle nous présentait quelques femmes mises en vedette, grâce au féminisme, au cours de cette décennie. Cela n'enlève pas le grand talent et le mérite de ces femmes remarquables. Mais les omissions sont significatives.

Cette décennie a été marquée, entre autres, par un courant important de lutte contre la violence, plus contre la pornographie. Des centaines de femmes ont mis sur pied des centres d'aide aux victimes de viol et des maisons d'hébergement pour femmes violentées dans la famille. Elles ont offert et elles offrent encore des

services à ces femmes délaissées par l'État.

Radio-Canada a gravement manqué à la vérité historique de ces dix années de féminisme en ne mettant pas en lumière ce mouvement et celles qui l'ont animé. Il est inconcevable qu'on ait également censuré l'action de Micheline Carrier dans le domaine de la pornographie, d'autant plus que cette action a influencé des centaines de femmes et d'hommes et de nombreux groupes, et a laissé des traces visibles sous forme de trois livres qui ont l'air de bien se vendre en librairie.

En tant que censure, Radio-Canada donne un bel exemple. Espérons que l'histoire de cette décennie, si elle est écrite par des femmes, un jour, saura rendre justice à cet important mouvement des années 70 et à ses animatrices.

**Marline LARIVIÈRE**  
**Madeline DUBERGER**  
Montréal

# L'avenir des notaires

Êtes-vous en faveur d'une fusion du Barreau et de la Chambre des notaires de la province de Québec? Autrement dit, croyez-vous qu'il ne doit plus y avoir de notaires au Québec, mais seulement des avocats?

Telle était la question débattue à l'émission «Forum» de Télémetropole le mercredi 17 avril. Dans un pays civilisé, pour qu'il y ait fusion, le consentement des deux parties est habituellement nécessaire. Or la Chambre des notaires, qui représente une institution intimement liée à la vie de notre société depuis plus de 375 ans, se demande en vertu de quel caprice ses membres devraient renoncer à leur profession, puisqu'on n'a pas démontré pourquoi ceux-ci auraient cessé subitement de bien servir la population.

Monsieur le Bâtonnier, en effet, s'est appuyé sur deux arguments pour prôner la disparition du notariat:

- 1 — Le modernisme.
- 2 — Le fait que nous vivons en Amérique du Nord.

Voyons d'abord l'argument du «modernisme». Comme on l'a dit au cours du débat: le notariat de type latin est pratiqué dans plus de 40 pays, dont l'Allemagne, la Hollande, la France... et le Japon! Comme pays arriérés, on a vu

pire... Faut-il rappeler qu'une notion très répandue à notre époque «moderne» remonte à l'ère des dinosaures: le totalitarisme?

Le deuxième argument — nous vivons en Amérique du Nord — est pernicieux. En effet, avec les Mexicains, les Québécois sont en Amérique du Nord depuis plus de 450 ans (les Mexicains depuis plus longtemps encore). Pour ce faire, point n'est besoin d'être Étatsuniens. Abolir le notariat sous prétexte qu'il n'est pas pratiqué aux États-Unis est absurde.

Au nom de l'uniformité nord-américaine, faudra-t-il renoncer à notre catholicisme? Au nom de l'uniformité nord-américaine, faudra-t-il renier notre langue? Au nom de l'uniformité nord-américaine, faudra-t-il abandonner nos institutions?

Pour ce qui est du notariat, la question s'adresse au gouvernement du Québec et à un de ses organismes puisque le représentant des avocats à l'émission «Forum» bouillie de confier son bâton à l'Office des professions du Québec: «Qu'on le veuille ou non, a-t-il laissé entendre, l'Office fusionnera le notariat».

**Édouard DOUCET**  
S.N.Q.  
Longueuil

# Attitude qui l'honore

Sans doute conscient que très peu d'hommes auraient pris la peine de lire la lettre de Mia Riddez-Morisset parue dans Tribune libre le 18 avril dernier, Marcel Adam en reprend les grandes lignes. (Chronique du 20 avril.)

Enfin un homme qui n'a pas peur de se tenir debout, qui ne se croit pas diminué parce qu'il sait reconnaître le rôle qu'ont joué (et continuent de jouer) les femmes dans la société.

L'éducation des enfants, ce n'est pas «jouer à la mère» ni «faire de l'élevage», quoi qu'en disent les bien-pensants. C'est assurer la relève, non pas uniquement en quantité, mais également en qualité, ce qu'on semble souvent oublier. Plutôt que de figurer comme un «trou au curriculum vitae» des femmes, cette fonction devrait avoir autant, sinon plus de valeur encore que

l'expérience acquise sur le marché du travail.

Marcel Adam croit, avec raison je pense, qu'à l'époque de la révolution tranquille, les hommes étaient politisés dans le sens partisan du terme, tandis que les femmes étaient beaucoup plus prêtes à accueillir les changements de société. C'était vrai alors, et c'est encore vrai aujourd'hui: les politiciens seraient souvent même prêts à vendre leur pays pour passer à l'histoire! Pendant ce temps, les femmes s'illusionnent lorsqu'elles entrent en politique pour faire avancer les choses: elles auront à franchir des murs souvent infranchissables, car tous les hommes ne sont pas aussi honnêtes que Monsieur Adam! Qui a jamais admis, avant aujourd'hui, le rôle important tenu par les femmes dans les années 60?

**Suzanne BLANCHET**  
L'Assomption

# Réhabiliter la famille

Depuis quelques semaines, un comité s'est trimbalé à travers le Québec pour connaître nos opinions sur la famille actuelle et future. (...)

Cette consultation n'est qu'une manœuvre, ou une suite au bill 89 qu'on a fait passer en 1979 ou 80, sous l'égide de Lise Payette et par ailleurs par M. Bédard, ministre de la Justice. Ce bill avait pour but inavoué de provoquer le divorce et ses annexes de protéger les concubins et les accotés. (...)

Pour compléter ce travail bien amorcé, on veut maintenant sceller le sort de la famille. Par une nouvelle définition de la famille, on veut consacrer ces concubins, ces accotés ou ces accouplés, comme faisant partie de la famille nouvelle.

Je me demande si l'on ne réussira pas à éliminer ceux qui seront mariés réellement. Pourquoi chercher à détruire ce qui reste de bon et de fécond au Québec?

Il y a deux ou trois ans, on avait invité à Montréal une foule de savants étrangers à un séminaire. On voulait trouver les causes de la délinquance juvénile. Ces spécialistes en arrivèrent à la conclusion fort simple que les malades des jeunes provenaient, en grande partie, du démantèlement de la famille. C'est clair.

Et ce gouvernement, au lieu de prendre les moyens voulus pour redonner à la famille sa stabilité, veut, par sa nouvelle notion de la famille, la détruire.

Allons, M. Lévesque, avant de quitter le pouvoir, faites quelque chose de bien. Réhabilitez la famille, cette cellule de base de la société. Si vous ne le pouvez pas, à cause des clameurs féministes, de grâce, ne présentez pas ce bill avant les élections.

**Jean LEDOUX**  
Montréal

# Hommage au féminin

J'espère que Radio-Canada passera en reprise «Une soirée très spéciale» qui rendait hommage aux femmes; beaucoup l'ont manquée dont moi, hélas.

Par contre, madame Riddez, permettez-moi de vous annoncer un primeur: Robert Prévost, écrivain, ex-journaliste et ex-sous-ministre du Tourisme, publiera en mai, un livre racontant 300 femmes d'ici. Qui sont les élues, je l'ignore?

Sont-elles toutes du domaine de

nos souvenirs? Qu'importe, elles arrivent avec la fête du printemps telles des sources, des fontaines renaissantes de vie et des rires, non pas des rires dissolvants, n'en déplaise à ce monument de misogynie que fut Hegel. Le rire, c'est une thérapie du bonheur.

**Gertrude DUMAS**  
Société d'histoire

*Quelqu'un peut-il me donner un mot féminin équivalent à «hommage» quand celui-ci vient d'une femme?*

# La musique des nations

Un nombre important de représentants des différents groupes ethniques canadiens a protesté auprès du ministre Marcel Masse contre la disparition de l'émission *Musique des nations* diffusée au réseau FM de Radio-Canada depuis 1965.

Les raisons qui ont motivé la disparition de cette émission ont bien peu à voir en définitive avec les restrictions budgétaires puisque bien avant l'annonce de ces coupures, Radio-Canada souhaitait utiliser cette période et celle de l'émission *Folklore* pour aborder avec une nouvelle formule les domaines de la musique et de la parole des peuples.

Dès septembre prochain, c'est une nouvelle émission — *Des musiques en mémoire* — diffusée le samedi à 13 heures, qui continuera de véhiculer, mais avec un traitement différent et un contenu enrichi, cet héritage de 80 communautés ethno-culturelles du pays.

Je signale également que d'autres de nos émissions donnent une place importante à cet héritage qui demeure une préoccupation de Radio-Canada.

**Jean-Marc LEFEBVRE**  
Directeur des Relations publiques  
Communications aux réseaux français

# Reflet de l'opinion

Lysiane Gagnon,

J'ai savouré votre chronique intitulée «Lettre à mon patron», publiée dans LA PRESSE. Un vrai petit bijou comme vous seule savez le faire. Votre article reflète l'opinion de la plupart des contribuables.

À ces policiers de la Sûreté du Québec, je leur rappelle: c'est nous, contribuables et cochons de payants, qui payons vos salaires. J'ajouterais que 52% de nos impôts sont engloutis dans les salaires aux fonctionnaires du Québec dont vous faites partie. Avec un si faible pourcentage de solution du crime au Québec, mon impression est que vous êtes surpayés. De plus, si vous n'êtes pas contents de vos conditions de travail, trouvez-vous un autre emploi. En effet, c'est

pas difficile à remplacer un policier; un pompier non plus.

Est-ce possible qu'un premier ministre en soit rendu à aller ramper devant un représentant syndical? Il est temps que le gouvernement péquiste cesse cet aplâtrisme devant les syndicats. La faiblesse de ce gouvernement fait un tort énorme à notre économie. Lorsqu'une compagnie décide de s'installer ailleurs qu'au Québec, ne vous demandez pas pourquoi. Il est facile de voir que le Québec est gouverné par les syndicats et non par le gouvernement, et ça les investisseurs étrangers le savent. Il est grand temps que nous ayons des élections.

**E. LEDUC**  
Montréal

# Sympathique Maria

J'ai lu avec beaucoup d'attention et une certaine émotion votre commentaire sur la «Pauvre Maria». (Référence à la lettre de M. Réjean Martineau, de Rosemère, sur la télé-série *Maria Chapdelaine*, en France.)

Ceux qui me fréquentent me disent raisonnable et mes parents m'ont permis de disposer d'une certaine instruction. Pourtant, je dois vous avouer, mais je n'en ai pas honte, que les sous-titres m'ont été nécessaires, assez souvent, tout au long de la série sur *Maria Chapdelaine*.

mons votre pays, la chaleur et la simplicité de vos habitants; leur gentillesse aussi. Sachez aussi, s'il vous plaît, que nous avons aimé *Maria Chapdelaine* qui n'a vraiment rien fait pour ridiculiser votre peuple non plus que la langue française.

Votre lettre dans Tribune libre nous a permis de vous dire que nous aimons votre pays, la tournure de vos phrases, vos expressions et vous aussi sans doute, si nous vous connaissons mieux... et réciproquement.

**Bernard TEMPIER**  
Agen, France

**la presse**

**RENSEIGNEMENTS 285-7272**

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulièrement à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400. » Part de retour garanti.

<b>ABONNEMENT</b>	285-6911	<b>ANNONCES CLASSÉES</b>	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7h à 18h.		Commandes du lundi au vendredi 8h à 17h.	
<b>RÉDACTION</b>	285-7070	Pour changer du lundi au vendredi 9h à 16h30.	
<b>PROMOTION</b>	285-7100	<b>GRANDES ANNONCES</b>	285-7202
<b>COMPTABILITÉ</b>	285-6892	Détailants	285-7306
Grandes annonces	285-6892	National, Télé-Press	285-7265
Annonces classées	285-6900	Vacances, Voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

**le cabé Laurier**

394, Laurier ouest, Montréal 273-2484



## LES NOUVEAUX HOMMES DU PRÉSIDENT REAGAN

# Des « durs de durs » à la Maison-Blanche

WASHINGTON — La présidence américaine a changé. Plus dure, plus sèche, plus idéologique. Depuis janvier, la Maison-Blanche a passé à la vitesse supérieure. Le second et dernier mandat du président sera celui du conservatisme pur et dur.



JEAN-FRANÇOIS LISÉE

collaboration spéciale

Son adresse télévisée de mercredi sur le budget reprenait en les renforçant ses thèmes préférés, contre l'Etat providence et l'établissement washingtonien. Début mars, il n'hésitait pas à opposer son veto à un projet de loi d'aide de \$2 milliards aux fermiers menacés de faillite. « Gardons le blé, exportons les fermiers », blagua-t-il, sans trouver beaucoup de rieurs dans le Midwest. Avec le Congrès, il adopte une politique de confrontation.

En pleine reprise de la négociation Est-Ouest sur la limitation des armements, il entonne des couplets d'un rare antisoviétisme, comme il l'a fait au sommet de Québec. Par exemple, sur le Nicaragua, il affirme sans détour son désir de faire renverser « le gouvernement communiste » des sandinistes, par le biais des « contras » qu'il baptise « combattants de la liberté », « l'équivalent des Pères fondateurs » de la nation américaine.

« Laissez Reagan être Reagan », affirmaient pendant la campagne présidentielle ses plus ardens supporters. C'est fait.

### Des reaganiens agressifs

Le président est « déterminé » à achever d'ici à 1988 ce qu'il a entrepris pendant son premier mandat, affirme l'ex-secrétaire au Trésor, Donald Regan, nouveau chef de cabinet de son quasi-homonyme. Nouveau? Il n'est pas le seul. Depuis janvier,

**Donald Regan est un homme d'action et de hiérarchie. Il concentre le pouvoir et abolit les super-ministères.**

l'essentiel de l'équipe qui entoure, conseille, dorlote et parfois isole le président a été remplacée. Les reaganiens modèle 1985 ont le profil agressif.

Le premier d'entre eux, Donald Regan, est l'homme clé d'un des présidents américains les plus enclins à déléguer ses responsabilités. En tant que secrétaire au Trésor, pendant quatre ans, il a défendu pied à pied la politique économique présidentielle, tant contre les critiques internes qu'externes.

Irlandais, 66 ans, « self-made man », passé en 25 ans du poste de vendeur à celui de président de Merrill Lynch, une moyenne société de courtage qu'il a hissée aux premiers rangs à Wall Street, Donald Regan est homme d'action et de hiérarchie. Fini le triangle des superconseillers Baker, Deaver et Meese qui se partageaient jusqu'ici l'oreille présidentielle. Le nouveau « chief of staff » concentre le pouvoir et abolit les sept superministères qui avaient pour rôle de superviser l'ensemble de la politique intérieure. Les superministres ne sont plus que deux, Ed Meese et James Baker, qui ont quitté la Maison-Blanche pour prendre, l'un la Justice, l'autre le Trésor. Ils font rapport directement à Regan. (Michael Deaver retourne au secteur privé en mai.)

Donald Regan « est déterminé à ne pas se faire critiquer sur sa droite comme l'a été son prédécesseur Baker », dit un responsable conservateur qui sait de quoi il parle lorsqu'il ajoute: « Il découvrirait vite que la droite est insatiable. »

Indice de la nouvelle orientation de l'équipe présidentielle, certains de ses vétérans, hier étiquetés « conservateurs », sont aujourd'hui considérés comme



Le président américain, Ronald Reagan.

me « pragmatiques », dépassés sur leur droite par les nouveaux venus.

### Un directeur « hard core »

« Baker était l'avocat d'affaires qui rapprochait les deux parties dans un conflit pour trouver un compromis », rappelle un fonctionnaire de la Maison-Blanche. « L'équipe actuelle est plutôt un noyau dur (hard core). »

Parmi la douzaine de nouveaux venus, l'étoile montante, Patrick Buchanan, 46 ans, un autre Irlandais, « donne un sens encore inégalé à l'expression « noyau dur » », affirme Donald Regan. Buchanan n'est pas inconnu à la Maison-Blanche, où il rédigeait une partie des discours de Richard Nixon.

Journaliste, éditorialiste conservateur, il s'est fait remarquer en qualifiant de « bouchers » les médecins qui pratiquaient l'avortement, et « idiotie » le mouvement féministe. Son retour à la Maison-Blanche en tant que « directeur des communications » a eu pour premier effet de modifier le ton des discours du président.

« Jusqu'à maintenant, les rédacteurs des discours devaient modérer leurs élan conservateurs pour plaire à Gergen (le prédécesseur de Buchanan). Maintenant, ils doivent en rajouter pour plaire à Buchanan », commente un fonctionnaire de la Maison-Blanche. « À tel point que des membres du Conseil national de sécurité ont dû récemment « censurer » un projet de discours présidentiel qu'ils jugeaient trop antisoviétique. »

Buchanan est plus qu'un responsable de la communication. En deux mois et demi, il est devenu l'indispensable bras droit de

Donald Regan, qui le consulte pour la stratégie à long terme comme pour le suivi quotidien des dossiers chauds.

Il a été de ceux qui ont encouragé le président à se montrer inflexible au sujet de l'aide aux fermiers. Sur le budget, il était opposé à ce que le président fasse un compromis en ramenant de 6 à 3 p. cent (après inflation) la hausse proposée pour le budget de la Défense. Il a vainement poussé le président à faire une adresse télévisée sur l'aide aux « contras ». Et dans l'embarrassante affaire de la visite présidentielle au cimetière allemand de Bitburg — où sont enterrés 49 soldats allemands « SS » — Buchanan est celui qui a le plus fermement prôné le maintien de la visite malgré le tollé qu'elle a provoqué.

Durcir le ton et le style du président n'est pas le seul changement introduit par les nouveaux reaganiens: plus personne ne semble vouloir prendre la responsabilité d'empêcher le président de faire des bourdes, ou de ramasser les pots qu'il a cassés. Sa blague sur les fermiers, ses déclarations sur Bitburg (« aucun Allemand vivant aujourd'hui n'a participé à la Deuxième Guerre ») et quelques autres sont les symptômes d'une disparition complète des garde-fous dont Reagan bénéficiait jusqu'à maintenant.

L'équipe précédente « avait ses problèmes et ses querelles, mais était toujours prête à prendre des coups pour que M. Reagan puisse sauver la face », commente Lou Cannon, auteur d'une biographie du président et chroniqueur au Washington Post. « Aujourd'hui, ajoute-t-il, le nouveau mot d'ordre semble être « chacun pour soi » ou, quand la faute a été commise, je n'étais pas de garde. »



Donald Regan



Ed Meese



James Baker



Patrick Buchanan

**L'étoile montante, Patrick Buchanan, un autre Irlandais, donne un sens encore inégalé à l'expression « noyau dur ». Il a qualifié de « bouchers » les médecins qui pratiquent l'avortement.**

## « En 1973, nous n'envisagions pas l'effondrement du Vietnam »

— HENRY KISSINGER

Voici des extraits d'une interview accordée le 19 avril par Henry Kissinger aux journalistes Ari Seidenbaum et Jack Burby, du journal Los Angeles Times.

**Question :** En janvier 1973, vous-même et M. Le Duc Tho avez signé un accord, à Paris, qui a résulté en un cessez-le-feu au Vietnam et en le retrait des troupes américaines. Vous avez écrit que vous pensiez que l'accord de Paris fournirait un « répit » au gouvernement sud-vietnamien. Pour sa part, Stanley Karnow a écrit que vous lui aviez parlé d'un répit « décent ».

**Réponse :** Je n'ai rien dit de tel à Stanley Karnow. Il ne fait que répandre un mythe qu'il a attrapé quelque part.

**Q. :** Est-ce que l'usage du mot « répit » veut dire que vous pensiez, en 1973, que la chute de Saigon, quelque deux ans après l'accord de Paris et dont on célèbre le 10<sup>e</sup> anniversaire ce mois-ci, était inévitable ?

**R. :** C'est un problème complexe, évidemment, que de savoir pendant combien de temps les Etats-Unis doivent défendre un pays quelconque. Mes associés et moi croyions qu'avec des manoeuvres prudentes, l'accord pouvait être maintenu pendant aussi longtemps que nous pouvions envisager l'avenir. Premièrement, en renforçant l'armée sud-vietnamienne ; deuxièmement, par les dispositions qui devaient empêcher le renforcement des forces communistes dans le Sud, de telle façon que les Sud-Vietnamiens puissent s'occuper d'éventuelles violations selon ce qui était permis dans le Sud ; troisièmement, par la discrétion qu'à notre avis la Chine et l'Union soviétique devaient observer pour garder leurs relations avec nous ; quatrièmement, par notre volonté de

résister à des violations de frontières sur une grande échelle qui pourraient être perpétrées par les Nord-Vietnamiens, en dépit des dispositions de l'accord ; cinquièmement, par le fait que si les Nord-Vietnamiens respectaient les termes de l'accord, nous allions contribuer au redressement économique du Vietnam du Nord.

Chacune de ces dispositions a été systématiquement sapée par des divisions survenues ici même au pays, aux Etats-Unis, et par la perte de l'autorité de l'Exécutif, en raison du Watergate, que nous ne pouvions pas prévoir.

Nous n'avons jamais songé que le Vietnam pouvait s'effondrer. Nous pensions que nous pouvions,

d'une meilleure manière, assurer l'indépendance du Sud-Vietnam au nom d'un accord de paix plutôt qu'au nom d'une guerre interminable.

**Q. :** Qu'en est-il du Nicaragua et de ce problème des divisions politiques au sein du gouvernement ?

**R. :** En ce qui concerne le Nicaragua, nous faisons face au danger de répéter le même type de querelle domestique. Nous en sommes venus à une requête faite par l'administration qu'il était difficile de concilier avec ce que l'on pourrait définir comme étant d'un intérêt vital. Comment quelque chose d'un intérêt vital ne peut-il valoir que \$14 millions ?

Et puis, le Congrès a alors dit que nous devions faire un compromis. Vous pouvez accorder une aide aux contras qui ne consiste pas en armes meurtrières. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qui se battra pour nos intérêts vitaux ? Ou bien il ne s'agit pas d'intérêt vital, ou bien cela vaut plus que \$14 millions, ou bien cela vaut des armes meurtrières. Je ne veux pas m'attarder sur les mérites de cette querelle dans le cadre de cette interview mais cette forme de débat commence à ressembler pas mal au cas du Vietnam. On attache une position philosophique précise à une contribution symbolique telle que les \$300 millions réclamés pour le Vietnam ou les \$14 millions pour le Nicaragua. Dans chaque cas,

le symbolisme de la suppression des fonds est vraisemblablement plus important que la substance elle-même.

**Q. :** Vous avez écrit à ce sujet. Une société pluraliste, avec ses fuites, ses divisions, ses convictions morales fermement défendues que l'on additionne à des positions politiques farouchement débattues, peut-elle suivre une politique étrangère qui s'inspire de la raison ?

**R. :** La réponse est contradictoire. En ce qui concerne les Etats-Unis, au cours des 15 dernières années, on ne peut pas dire que ce fut le cas. Nous ne pouvons pas changer notre système politique ; nous devons vivre en accord avec nous-mêmes, et aux

Etats-Unis, il n'y a pas d'autre alternative que de vivre en société pluraliste. Il est également vrai qu'au cours des 15 à 20 dernières années, nous n'avons pas suivi une politique étrangère sérieuse sur une base pluraliste, ou moins dans certains domaines, parce que les divisions sont devenues tellement importantes.

Les gens parlent continuellement de compromis, mais ce n'est pas de compromis qu'on a besoin dans l'établissement d'une politique étrangère, c'est plutôt d'un sens des nuances, d'un sens de la cohérence sur une longue période de temps. Si vous avez à faire face à des positions complètement incompatibles et que vous faites un compromis entre ces positions, vous allez aboutir au pire des mondes et à une approche par à-coups — comme le démontre ce que je vous ai dit — de telle manière que vous ne pouvez même plus déterminer qui avait raison ou qui avait tort lors de prise de décisions purement tactiques. Vous ne pouvez pas dire que vous avez vraiment une politique étrangère lorsque seuls le président (du pays), le secrétaire d'Etat, le conseiller en matière de sécurité et le sous-secrétaire à la Défense sont en faveur de cette politique, alors que tout le reste du pays s'y oppose. Je ne distribue pas les blâmes, je décris une situation. Mais si cela se poursuit pendant 20 ans encore, nous sommes voués à une énorme érosion de notre place dans le monde. La solution à ce problème ne consiste pas à une quelconque administration dictatoriale de notre politique étrangère. La solution réside dans la recherche d'un consensus bipartite une fois encore, mais c'est plus facile à dire qu'à réaliser.

Copyright 1985, Los Angeles Times Syndicate

## Les signataires des accords de Paris



Le secrétaire d'Etat américain, William P. Rogers.



Le ministre des Affaires étrangères du Sud Vietnam, Tram Van Lam.



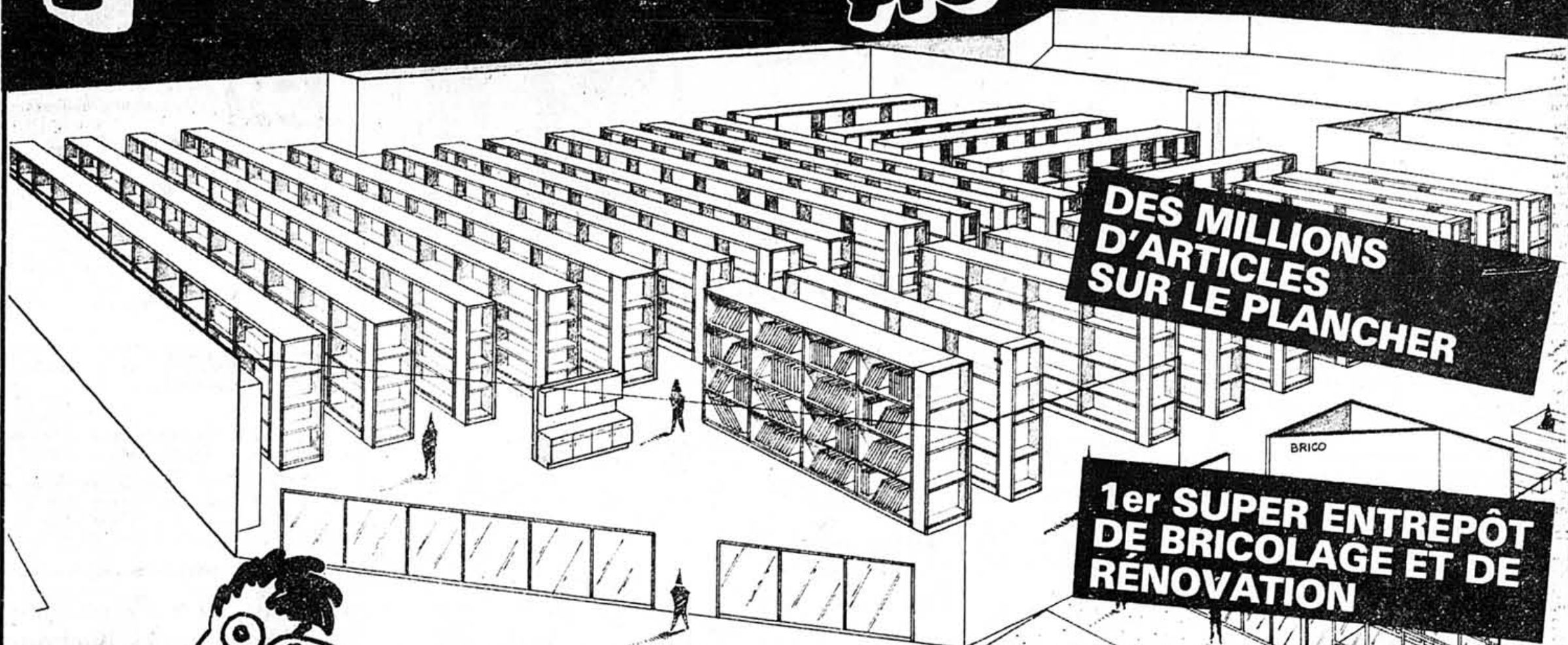
Le représentant du Vietnam, Mme Nguyen Thi Binh.



Le ministre des Affaires étrangères du Nord Vietnam, Nguyen Duy Trinh.

# GRANDE PREMIERE AU CANADA!

Voilà une nouvelle de très grande importance: le premier super entrepôt de bricolage et de rénovation au Canada ouvre ses portes mercredi le 1er mai, à Longueuil.



**DES MILLIONS  
D'ARTICLES  
SUR LE PLANCHER**

**1er SUPER ENTREPÔT  
DE BRICOLAGE ET DE  
RÉNOVATION**



# OUVERTURRRRE MONSTRRRRE LE 1ER MAI

**55 000 PIEDS<sup>2</sup>  
DE SURFACE**

**DES DIZAINES  
DE MILLIERS  
DE PRIX D'ENTREPÔT**

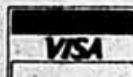
**LE SUPER ENTREPÔT**

# BRICO

**CENTRE**

**2265, CHEMIN CHAMBLY, LONGUEUIL**

Brico Centre, c'est un entrepôt plein à craquer de produits de bricolage et de rénovation; le plus grand choix au pays! C'est aussi des prix spéciaux d'entrepôt, de la marchandise en vrac, des articles de décoration, des produits de jardinage, une cour à bois intérieure, un service de coupe de bois, un service de coupe de verre... Demandez et vous trouverez! Même l'impossible.



**TROUVEZ  L'IMPOSSIBLE!**

**CETTE SEMAINE À PLACE BONAVENTURE**

**GALERIES DES BOUTIQUES**

Participez au programme spécial de Blue Bonnets: «INITIATION AUX COURSES PAR SIMULATION». Des billets de paris vous seront remis gratuitement pour une mise simulée sur un cheval... vous pourrez gagner un repas pour deux au restaurant Centaure de Blue Bonnets. Les 2, 3 et 4 mai prochains à 12 h, 13 h et 14 h au Nouveau Métro.

**Centre de Commerce en Gros**

Marché du vêtement automne/hiver. Mart «A». 28 avril - 1er mai. Commerçants seulement.

**HALL D'EXPOSITION**

Le Bazar des femmes Emunah de Montréal. 5-6 mai. Kiosques garnis de marchandises de toutes sortes. Une abondance d'aubaines. Comptoirs d'aliments. Ouvert au public.

Place Bonaventure

**Le petit Julian Bissonnette parle français, mais il rêve en anglais**

OTTAWA (PC) — Julian Bissonnette, âgé de 5 ans, parle français lorsqu'il joue avec son petit frère Michael. Mais lorsqu'on lui demande dans quelle langue il rêve, il répond: «Dans la langue de ma mère», c'est à dire l'anglais.

Ce paradoxe est le propre des familles qui réunissent deux cultures et deux langues sous un même toit. Les deux solitudes peuvent parfois se rencontrer et causer des dilemmes qui vont de la langue privilégiée à la maison jusqu'au choix des traditions du temps des fêtes.

M. Charles Castonguay, professeur à

l'Université d'Ottawa, a fait une étude sur la population de la région, à partir du recensement de 1981. Selon lui, il existe environ 84 000 familles bilingues en Ontario.

Il faut beaucoup de détermination de la part des parents pour inculquer les deux langues et les deux cultures à leurs en-

fants, dans un environnement où l'anglais prédomine. Toutes les familles dont la langue maternelle est autre que l'anglais, que ce soit l'allemand, l'espagnol ou le vietnamien, connaissent ce problème.

Les chiffres de 1981 montrent que les personnes dont la langue maternelle est l'an-

glais représentent 70 p. cent de la population de la région d'Ottawa-Carleton, et 19 p. cent seulement ont le français pour langue maternelle. Chez les familles ontariennes dont l'un des parents est francophone, seulement 13 p. cent utilisent aut-

ant le français que 5 p. cent disent parler surtout le français à la maison.

Selon M. Serge Plouffe, président de l'Association des francophones ontariens, les mariages mixtes sont de plus en plus communs et que ce ne sont pas toutes les familles qui voient à ce que leurs enfants parlent français.

**La CSD délogée par la CSN?**

(PC) — La CSD pourrait perdre les deux tiers de ses syndiqués du secteur public québécois aux mains de la CSN, à l'issue de la campagne de maraudage qui se déroule actuellement auprès des 300 000 employés de l'Etat.

Au total, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) prévoit cette année grossir ses rangs d'environ 6 000 nouveaux membres dans

le secteur public, où elle représente déjà plus de 140 000 employés. La campagne de maraudage, ouverte le 6 avril dernier, prend fin dans une semaine.

Sept unités syndicales de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), soit quelque 2 000 personnes, ont entrepris les procédures de changement d'allégeance syndicale.

**GBS GENERAL BEARING SERVICE INC.**  
 1326, rue Notre-Dame Ouest  
 8782, rue Hochelaga  
 6679, rue Jarry Est  
 1918, boul. des Laurentides  
 805, boul. Ste-Foy (Long.)  
 120A Ste-Croix, St-Laurent  
 coin St-Philippe  
**POUR QUE ÇA ROULE**  
 Ouvert le samedi avant-midi  
**937-7423**

**Apprenez l'ANGLAIS avec nos spéciaux**  
**4 semaines INTENSIVES à 199\$ ou**  
**10 semaines RÉGULIÈRES GALOIS**  
**844-5060**  
 Depuis 1965  
**Métro Peel**  
 1410, rue Stanley

**Résultats**  
**649**  
 Tirage du 27-04-85  
 Prochain gros lot 2 000 000,00\$ approx.  

4	14	27	37	40	44	no. compl. mo. tirage	46
GAGNANTS							LOTS
6 6						2	3 549 189,10\$
5 6 +						6	207 651,90\$
5 6						417	1 923,90\$
4 6						22 325	69,10\$
3 6						401 639	10,00\$
Ventes totales:							22 639 756,00\$

**Super Loto** Tirage du 28-04-85

NUMEROS	LOTS	NUMEROS	LOTS
1278219	1 000 000\$	1452099	1 000 000\$
278219	50 000\$	452099	50 000\$
78219	5 000\$	52099	5 000\$
8219	500\$	2099	500\$
219	100\$	099	100\$
19	10\$	99	10\$
1283887	1 000 000\$	1842489	1 000 000\$
283887	50 000\$	842489	50 000\$
83887	5 000\$	42489	5 000\$
3887	500\$	2489	500\$
887	100\$	489	100\$
87	10\$	89	10\$

**La Quotidienne**  
 Semaine du 22-04-85  

3	4
LUNDI	629 7295
MARDI	143 6904
MERCREDI	162 3472
JEUDI	249 6662
VENDREDI	947 6914
SAMEDI	883 4972

 Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**Le gaz naturel pour véhicules rentabilise ma journée de travail**

Le gaz naturel pour véhicules, c'est la meilleure façon de rentabiliser ma journée de travail. Pour une seule journée sur la route, mes coûts d'énergie sont passés de 33\$ à 20\$. 13\$ par jour d'économies.

Et j'économise aussi sur les frais d'entretien. Mes changements d'huile? Divisez par 3! De plus, je n'ai pas changé de bougies d'allumage depuis 1 an. Je roule aussi bien qu'avant et ça me coûte moins cher.

J'ai encouragé plusieurs copains à s'équiper d'un système au gaz naturel pour véhicules et quand je changerai de voiture, je serai le premier à refaire adapter mon véhicule, d'autant plus que le nombre de stations-service grandit à chaque jour.

Severin Brante, chauffeur de taxi

**Le gaz naturel pour véhicules contribue grandement aux profits d'une entreprise.**

**LES TÉMOIGNAGES SONT ÉLOQUENTS**  
 L'utilisation du gaz naturel pour véhicules (GNV) permet des économies réelles de 40%, 45% et même 50% sur les coûts de carburant.

De plus, le GNV permet de réduire les frais d'entretien de façon significative: voilà des économies supplémentaires importantes à long terme d'année.

**UNE INSTALLATION FACILE**  
 La grande majorité des véhicules à essence peuvent être équipés d'un système au gaz naturel, peu importe l'âge ou le modèle du véhicule. En tout temps et rapidement. Aucun changement ni est apporté au moteur: on n'y ajoute que quelques pièces. Le véhicule peut donc rouler au gaz naturel et au besoin, à l'essence, en actionnant simplement un bouton de commande. De plus, l'installation est garantie par les centres d'adaptation autorisés.

**ET LE DIESEL?**  
 Si vous avez déjà songé à remplacer vos véhicules à essence par le diesel, comparez le GNV en offre les avantages, sans les inconvénients. À preuve:

- Un véhicule muni d'un moteur diesel coûte 30% de plus à l'achat: de 4 000\$ à 9 000\$ de plus! Équiper un moteur à essence au GNV ne représente qu'un investissement, après subventions, de 350\$, plus taxe applicable.
- Un véhicule équipé au GNV peut rouler tant au gaz naturel qu'à l'essence. Le diesel n'offre pas ce choix.
- L'adaptation des véhicules au GNV peut être effectuée en tout temps, alors que l'achat de véhicules au diesel nécessite une longue planification, tant financière que technique.
- Le GNV est aussi silencieux à utiliser que l'essence, et plus écologique. Un moteur diesel est bruyant et dégage une odeur désagréable.

**Stations de distribution GNV de la région métropolitaine.**

Postes en opération

- Ouverture prochaine
- En pré-construction
- /// En planification

**ÉQUIPEZ-VOUS À PROFITS!**  
 Communiquez avec nous aujourd'hui-même, en composant le **(514) 598-3333**

Nous acceptons les frais d'appel.

Un représentant se fera un plaisir de démontrer combien votre entreprise peut économiser cette année avec le GNV. En moyenne, l'utilisateur récupère son investissement en 6 mois ou moins.

**Gaz Métropolitain**

**OFFRE SPÉCIALE\***  
 pour un temps limité

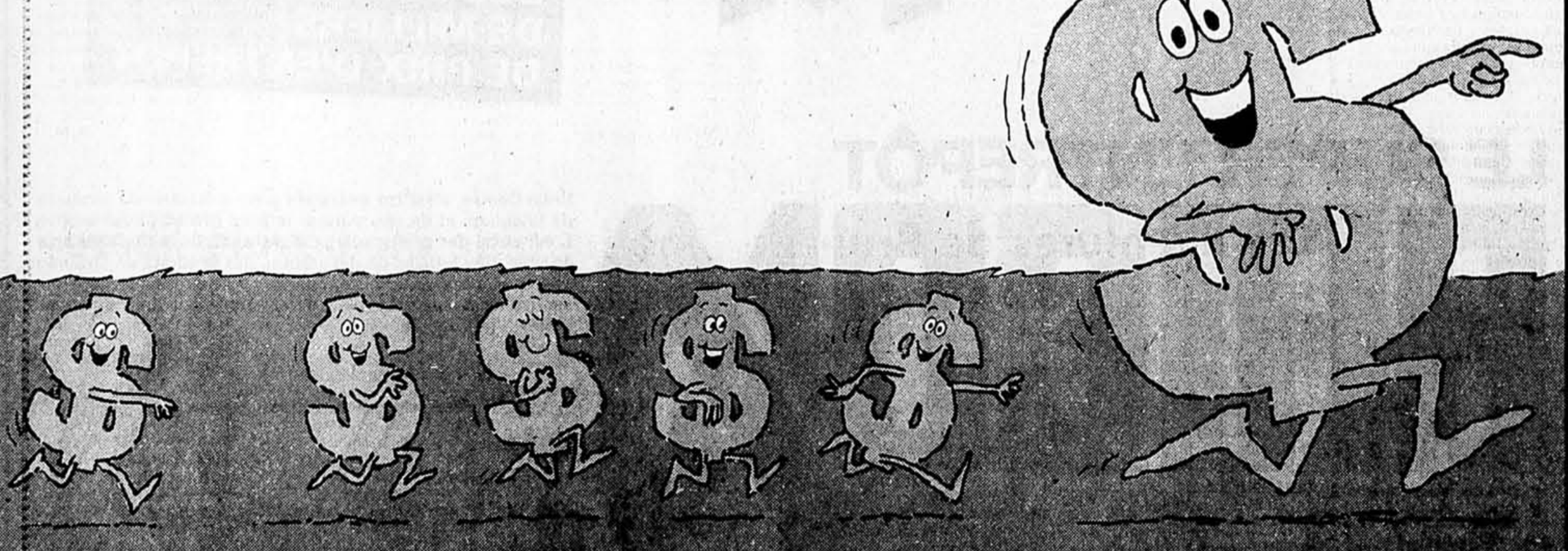
Profitez des généreuses subventions de Gaz Métropolitain et du gouvernement fédéral: équipez votre voiture ou camion pour seulement

**350\$ plus taxe\*\*** (par véhicule)

Obtenez en plus une valeur de 150\$ de coupons-rabais sur les pleins de carburant au gaz naturel offert par GNC Québec Ltée!

\*Installation standard avec 1 réservoir. Cette offre peut prendre fin en tout temps, sans préavis.  
 \*\*La taxe provinciale est applicable sur les pleins.

**VOTRE DOLLAR FAIT DES PETITS À LA CAISSE POPULAIRE!**



**L'ÉPARGNE**  
 à la caisse populaire Desjardins est prolifique. La preuve, votre dollar fait des petits.

Quel que soit le plan d'épargne dont votre dollar a besoin, vous êtes assuré d'un excellent rendement avec l'épargne à terme et l'épargne stable à intérêt quotidien. Quant à l'épargne avec opérations, c'est véritablement le compte sur mesure pour toutes vos transactions courantes.

Passez sans tarder à la caisse populaire. Notre personnel se fera un plaisir de vous renseigner sur nos taux d'intérêt concurrentiels et vous dira comment votre dollar peut profiter avantageusement de nos plans d'épargne.

À la caisse populaire Desjardins,

épargner est un heureux événement. **Votre dollar se porte bien!**

**desjardins**  
 Une ressource naturelle

## FÊTE DU LIVRE OU FOIRE DE L'IMPRIMÉ ?

# Les Nordiques et le soleil limitent le succès du 14e Salon de Québec



Daniel Lavoie

### Disque d'or pour Lavoie en France

Le 45 tours de Daniel Lavoie intitulé *Ils s'aiment* vient de franchir le cap des 500 000 copies vendues sur le territoire français, ce qui en fait l'un des rares disques d'or québécois en France. De plus, le 33 tours *Tension Attention* de Daniel Lavoie devrait également être certifié disque d'or d'ici quelques semaines (soit après 100 000 copies vendues). Grâce à ses succès, Daniel Lavoie est présentement le chanteur de l'heure en France, et la vente de ses disques le place en tête du palmarès français, ce qui ne s'était pas vu depuis 10 ans, semble-t-il.

### Le Boston Pops a 100 ans

Grover Cleveland était président des 38 États qui formaient alors les États-Unis lorsque Adolph Neundorff, d'un coup de baguette, donna vie aux premières notes jouées par l'Orchestre Boston Pops. C'était le 11 juillet 1885, et le programme joué ce samedi soir-là par les membres de l'Orchestre symphonique de Boston, qui avait quatre ans, était le premier de la série « Music Hall Promenade Concerts ». Les journaux de l'époque firent référence aux « populaires Concerts Promenade » et en 1900, c'était devenu le nom officiel des « Pops ». Les célébrations marquant le 100e anniversaire des Boston Pops commencent demain soir au Symphony Hall avec un concert dirigé par John Williams, le 19e chef d'orchestre des Pops.

### Albert Maltz meurt à l'ouvrage

L'écrivain et scénariste Albert Maltz, qui avait remporté deux Oscars au cours de sa carrière, est décédé vendredi à l'âge de 76 ans. Maltz avait fait partie de ceux que l'on avait surnommés les « 10 d'Hollywood » et qui, en 1947, avaient été condamnés à l'emprisonnement pour avoir refusé de répondre à des questions concernant la soi-disant influence communiste dans l'industrie américaine du cinéma. Maltz avait alors passé 10 mois en prison. Il est décédé des suites d'une attaque cérébrale subie en juillet dernier. Jusqu'à sa mort, il a travaillé entre 10 et 12 heures par jour pour terminer son roman *Bel Canto*, qui raconte l'histoire de la résistance française au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

### Pauline Julien au Théâtre de Paris

Pauline Julien, présente à compter d'aujourd'hui, et jusqu'à dimanche prochain, au Théâtre de Paris, un tour de chant d'une heure et 40 minutes sans entracte. Longtemps considérée comme une « chanteuse à textes », elle refuse pourtant de rester prisonnière de ce stéréotype. Lectrice passionnée d'autobiographies, Pauline Julien compte parmi ses lectures favorites les *Mémoires d'Outre-Tombe*, de Chateaubriand. Passion, ardeur et conviction — trois mots qui reviennent souvent dans sa bouche — s'appliquent bien à cette rousse flamboyante qui a chanté Brecht. Lauréate cette année d'un prix de l'Académie Charles Cros pour *Où peut-on vous toucher?*, son dernier 33 tours, Pauline Julien déteste tout ce qui est prévisible. C'est la raison pour laquelle elle affectionne la scène.

### Coup de théâtre mortel...

Un comédien d'une troupe de théâtre amateur française a été blessé mortellement par balle samedi soir près de Rouen (Nord-Ouest), au cours de la représentation, devant des militaires, d'une pièce de René de Obaldia, *Du vent dans les branches des Sassafras*. Le comédien René Desjonquière, marié et père de quatre filles, était en goulisse alors que ses collègues jouaient l'attaque d'une ferme par des Indiens, prévue dans cette représentation donnée dans la salle de spectacles d'une caserne d'un régiment du génie. Au cours de la fusillade, il a été atteint d'une balle dans le dos. Les policiers se bornaient hier à faire état d'un concours malheureux de circonstances, sans autres précisions. Selon un membre de la troupe, l'une des armes qui devait être chargée à blanc l'était à balle et c'est une des ses amies, une comédienne, qui l'a tué accidentellement.

QUÉBEC — Le commerce du sport aura nuï au commerce de la culture : trop pris par leur passion du hockey, retenus aussi par un temps magnifique, les Québécois de la capitale ont été moins nombreux



RÉGINALD MARTEL

cette année au Salon international du livre de Québec (SILQ), qui avait lieu pour la 14e année. Le PDG, M. Lorenzo Michaud, qui avance ces raisons, regrette le temps où les Nordiques étaient éliminés plus tôt : « Nous étions chanceux ! ».

Bien des exposants en tout cas étaient déçus, les ventes ayant été particulièrement faibles certains jours. Chez au moins un éditeur littéraire, les ventes brutes ne semblaient pas devoir suffire à payer le stand du Centre des congrès. Plus heureux sont ceux qui, comme le groupe Belfond, se satisfont de faire voir leurs livres. Ceux-là sont présents au SILQ dans une perspective de promotion à long terme et n'exposent pas que les dernières parutions.

### L'envahissement des religions

Le public qui s'est déplacé avait peut-être aussi raison d'être mécontent. Le SILQ, « fête du livre », comme on disait joliment, est en train de devenir une foire de l'imprimé. Encore un peu et on y trouvera exposés les *Pages jaunes* ou le *Bottin vert*. Pour l'instant, l'envahissement des religions est le plus évident et le SILQ, paraît-il, n'y peut rien : impossible de refuser la location d'un stand à quiconque se dit éditeur.

Entendons-nous bien : des maisons d'édition comme Belarmin ou Fides, pour ne citer que celles-là qui sont québécoises, et qui ont comme spécialité parmi d'autres les livres d'intérêt religieux, ont tout à fait leur place au SILQ. Il en va tout autrement des Églises dont la maison d'édition, si c'en est une, n'offre le plus souvent qu'un tout petit nombre de titres, exclusivement consacrés à l'exposé de leurs doctrines.

Des centaines d'éditeurs étaient présents, d'une certaine manière, au SILQ. C'est-à-dire qu'on pouvait y voir des titres de centaines d'éditeurs. Peu de fonds littéraires cependant, et c'est ce qui manque le plus aux yeux de bien des amateurs, qui souhaiteraient que les salons du livre, sans être chacun nécessairement la librairie idéale, offrent assez de livres de qualité pour ressembler à autre chose qu'à des super-dépanneurs.

### Expo-Tintin et Gallimard-jeunesse

La meilleure réussite cette année a sans doute été l'exposition consacrée à Tintin. Sans y englober des sommes fantastiques, mais avec des idées et du goût, on a su créer pour les livres et les exhibits un environnement agréable. Des centaines d'enfants, y compris des an-

ciens enfants de tous âges, ont passé de longues minutes dans l'univers du célèbre reporter (qui, chanceux, n'écrivait jamais d'articles). On aura apprécié aussi le stand de Gallimard, qui à l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse, a privilégié les collections destinées à cette catégorie de lecteurs.

L'espace manque toujours, au Centre des congrès, et M. Michaud dit qu'il doit sans cesse refuser des exposants. Un éditeur littéraire affirme pourtant qu'il n'a loué son stand, dans la plus grande salle — mieux aérée, éclairée et aménagée —, qu'en mars. On aura remarqué aussi des absences, dont celle de Dimédia, même si les titres que cette maison distribue étaient présents au salon d'une autre manière.

### Trois prix

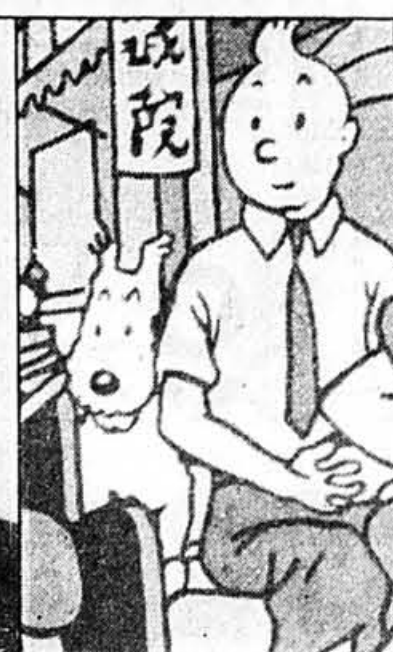
Un bon nombre d'auteurs sont



Pierre Bourgault



Pendant que le PDG du salon, Lorenzo Michaud, regrettait que les Nordiques n'aient pas été éliminés, Tintin, avec son exposition à lui, se méritait la meilleure réussite de l'événement.



venus soutenir les efforts de promotion de leur distributeur ou de leur éditeur. Et comme d'habitude, on a distribué des prix littéraires :

• prix Robert-Cliche à Carmen Fontaine pour un premier roman, *Black Magic* (Quinze) ;

• prix Octave-Crémazie à Claude Paradis pour un recueil de poèmes, *Stérile Amérique* (Quinze) ;

• prix Edmond-de Nevers à Hélène Laforce pour un essai, *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec* (Institut québécois de recherches sur la culture).

Le SILQ a aussi lancé deux nouveaux concours, réservés aux jeunes : « Littérature jeunes adultes » et « La relève de journalisme écrit ».



André Moreau



Claude Jasmin



Henri Tranquille

## Le débat prometteur sur la critique littéraire sombre dans le cabotinage

QUÉBEC — Le cabotinage a eu raison de la raison, dans un débat qui avait pourtant attiré beaucoup de curieux, samedi soir, au 14e Salon international du livre de Québec. Claude Jasmin, romancier, Laurent Laplante, journaliste, André Moreau, philosophe et auteur, Gilles Pellerin, critique à la revue *Nuit Blanche*, et Henri Tranquille, libraire émérite, devaient discuter du « rôle de la critique littéraire », dans un débat animé par Pierre Bourgault.

L'animateur n'a pas su imposer son autorité à André Moreau, qui lançait des paradoxes naïfs : « Toute critique est inutile, puisque l'auteur est déjà son propre critique ; il a besoin de reconfort, pas de critique » ; ni à Claude Jasmin, qui se prenait pour Cournoyer et Rioux réunis et les résumait en effet, interrompant ses collè-

gues sans prendre la peine de les écouter et tombant à coup sûr du mauvais côté des limites de la politesse.

### Le bon usage

À travers ce spectacle navrant, et parmi les vociférations des Moreau et Jasmin ; on a pu tout de même parler brièvement de choses intéressantes :

— le bon usage des critiques, qui consiste à fonder ses choix de lecture sur les correspondances et affinités, ou même les oppositions qu'on a vis-à-vis d'eux (Bourgault) ;

— le rôle des libraires, « du moins, ceux qui lisent, car ils ne lisent pas tous. Moi, je commandais les livres selon leur qualité. Il y avait au moins un amateur : moi » (Henri Tranquille) ;

— la conspiration du silence,

que nie Gilles Pellerin en invoquant le très grand nombre d'ouvrages parus et les choix que ce nombre implique ;

— le danger, plus grave encore, d'une « conspiration de la médiocrité » (Pellerin) ;

— la survie du métier, qui sera assurée si « les critiques aident réellement le public et lui épargnent de l'argent » (Laplante).

### La compétence

L'animateur a tenté de susciter une discussion sur la compétence des critiques. « Ceux que je connais sont compétents, dit Henri Tranquille, mais je ne voudrais pas qu'ils aient le parti pris de détruire. » Le libraire ajoute que « la critique est portée à se mettre en valeur et un abattage fait plus pour cela qu'une louange ». Quoi qu'il en soit, « la critique a le droit d'être sé-

vère et le devoir de ne pas se laisser intimider ».

« Il n'y a pas d'écoles de critique, constate Gilles Pellerin. Notre qualité doit être l'inquiétude. Il faut donner au livre et la chance et la sévérité qu'il mérite. »

« Compétence et influence, c'est la même question, dit Laurent Laplante. Le problème, c'est qu'il n'y a pas assez de critiques. À Québec, une seule source, *Le Soleil*, qu'elle soit bonne ou pas bonne, c'est anormal et c'est malsain. »

Selon André Moreau, les critiques sont « ou trop snobs ou trop rustiques » ; et le philosophe jovialiste d'insinuer lourdement que les critiques sont achetées par les grandes maisons d'édition, en plus d'être « à la solde des idées reçues ».

R. M.

### LA DÉCOUVERTE EN BANDE DESSINÉE

## Les aventures de Brunelle, une héroïne médiévale libérée

QUÉBEC — Les fervents de bandes dessinées accueilleront avec intérêt une série d'un genre nouveau au Québec : les aventures de Brunelle et Colin, mettant en scène deux personnages attachants qui ont déjà séduit Français et Belges par leur épopée médiévale où se mêlent le rêve et l'histoire.

### JOHANNE ROY de la Presse Canadienne

Le dessinateur et scénariste de cette série, Didier Convard, est venu présenter au SILQ cette bande dessinée qui, depuis six ans, a la faveur des amateurs francophones outre-mer, se classant juste derrière *Astérix* et *Lucky Luke*.

Passionné d'histoire, de dessin et d'écriture, Didier Convard avait cinq albums à présenter aux Québécois. Brunelle et Colin, dont l'alchimie originale de traits et de couleurs fond ensemble l'amour, l'amitié et l'aventure, ont acquis leurs lettres de noblesse non seule-

ment par la facture impeccable des albums, mais également par l'originalité de l'action centrée sur un personnage féminin dans un contexte historique peu exploité.

### Un décor de sable et de sang

Cette série, lancée par François Bourgeon et Genin, qui publièrent les deux premiers livres, *Le vol noir* et *Yglinga*, constituait une véritable gageure pour Convard. Collaborant désormais avec Genin, celui-ci a relevé le défi avec succès, s'imposant comme un des grands créateurs de la bande dessinée actuelle.

À l'instar des ouvrages précédents, le dernier album, intitulé *L'aigle de Mounrah*, est maintenant disponible dans la plupart des librairies québécoises aux éditions françaises Glénat.

Dans cet ouvrage-ci, le lecteur est emporté sur les traces de la princesse Brunelle, fille du roi Marcus, une aventurière peu encline à la broderie, partie à la

recherche de la tombe de son cousin Alrick ; à sa suite, on trouve son inséparable page Colin, ainsi que de fidèles compagnons, dont le chevalier borge Celdrick.

Le récit prend forme dans un impressionnant décor de sable et de sang qui, tout en évoquant les croisades, privilégie aussi bien la fidélité et la persévérance que le courage et la folie.

Comme tout périple hasardeux, les obstacles surgissent rapidement, mettant à l'épreuve notre héroïne et ses amis : combats contre les implacables Sarrasins, enlèvement, passion, violence et rancœur viendront bouleverser l'ordre impassible du désert.

### « Une vraie tête de cochon »

« Nous n'avons pas créé de super-héros, nos personnages meurent, ils peuvent être victimes de la lépre ou être amputés », affirme en entrevue Didier Convard, tout en avouant que Brunelle et Colin bénéfi-

cient de la part des deux créateurs d'une protection toute paternelle, qui les a rendus invincibles jusqu'ici.

« Nul doute que le succès de la série est en partie attribuable au personnage de Brunelle, une jeune femme que nous avons voulu complète ; elle peut être tout à la fois sensuelle, émotive, courageuse et déterminée, en fait, elle s'avère être une vraie tête de cochon », souligne le scénariste.

Là-dessus, Convard affirme n'avoir jamais été critiqué sur le caractère et la psychologie du personnage qui, concède Convard, est émancipée avant la lettre. Contrairement à l'indomptable Brunelle, les femmes nobles de l'époque s'adonnaient plus aux travaux de tapisserie ou à la poésie, dans l'attente de leur chevalier, qu'aux longues chevauchées d'un pays à l'autre.

### La grand clarté du moyen âge

Outre l'attrance pour cette princesse sans royaume, la BD

a le mérite de faire connaître des facettes ignorées du moyen âge, dont on ne retient le plus souvent que la sombre période de l'Inquisition et de ses brûchers.

« Des choses extraordinaires ont pourtant été accomplies au cours de cette époque », plaide ce bedéiste historien qui, avec une minutie d'horloger, reconstitue chaque détail.

« La première étape consiste essentiellement à scruter les ouvrages, traités et récits sur le moyen âge afin de reproduire les costumes et les armures, aussi bien que les abbayes et les palais. Il s'agit d'un travail de repérage, tout comme au cinéma », stipule Didier Convard.

Ce dernier est dans le métier depuis dix ans, faisant ses armes, entre autres, avec le journal *Tintin* où il créa *Cranach de Morganloup*, scénario de J. L. Vernal. Sa carrière s'étend en plus à la rédaction de recueils de contes et légendes et de récits historiques.

# Les «Bonnes» d'André Brassard met plus en lumière le talent des comédiennes que les enjeux du drame

LES BONNES, de Jean Genêt, une production du Théâtre français du CNA, au Studio jusqu'au 11 mai, à Ottawa. Mise en scène: André Brassard, assisté de René Gagnon. Décor: François Séguin. Cost.: François Barbeau. Éclairage: Claude Accélas. Avec: Monique Mercure, Anne-Marie Cadieux, Louise Naubert.

■ Les Bonnes, de Jean Genêt, est un texte dramatique qui a été écrit en 1947

**ALINE GÉLINAS**  
collaboration spéciale

à la demande de Louis Jouve, et mis en scène par celui-ci. La pièce fait partie du

répertoire contemporain. Elle est constamment reprise par tous les grands metteurs en scène. Elle donne l'occasion aux actrices de créer des personnages très forts, toujours sur le bord du précipice, entre la vie et la chute dans le néant. André Brassard en a signé une mise en scène au Studio du Centre National des Arts. La production tiendra l'affiche jusqu'au 11 mai.

Les Bonnes ne se réduit pas à une histoire de bonnes. L'ardeur qui les anime est

motivée par autre chose que les inégalités sociales. La scénographie souligne l'aspect métaphysique du drame qui se joue. Les actrices sont séparées du public par une balustrade; la lourde ornementation de la chambre, blanche et or, rappelle les églises baroques; les coiffeuses sont autant d'autels où est vénérée et blasphémée l'image de Madame, supérieure et absente. Les Bonnes est un constat d'impuissance à atteindre la perfection proposée en modèle par Madame, qui pourtant est cruelle aussi, et inconstante dans ses faveurs. Seul moyen d'échapper aux exigences intérieures, mourir, volontairement, en martyr, ou alors porter la gloire d'un crime monstrueux, qui élève pour toujours au rang des êtres d'exception.

Les éclairages soulignent habilement les phases de la crise que traversent les deux sœurs, tour à tour lucides ou éblouies, incertaines ou fortes de leur décision. Anne-Marie Cadieux compose une Solange toute noire et violente; un léger mouvement de tête la fait ressembler à un corbeau blessé. Louise Naubert, blonde, incarne une Claire têtue, émouvante. Monique Mercure, Madame, traverse la pièce, superbe, comme si elle flottait au-

dessus de tout ce drame. Brassard, comme toujours, a su amener ses actrices à un rare degré d'inten-

sité et d'authenticité dans le jeu. Par contre, il n'a pas véritablement éclairé les enjeux du drame, les

sens qui se cachent derrière l'intrigue. Pour beaucoup, les Bonnes restera une histoire de rancunes

de cuisine. Mais la pièce continue de briller comme un lampion au sanctuaire du théâtre.



photo LA PRESSE  
Monique Mercure, superbe, traverse la pièce comme si elle flottait au-dessus du drame.

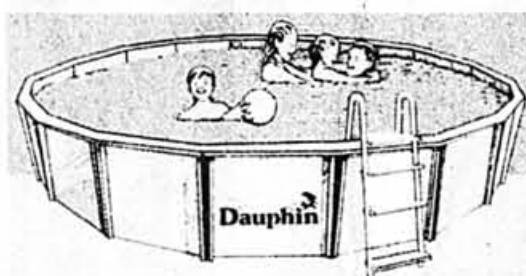
CKAC 73  
et  
la presse

VOUS INVITENT À PARTICIPER AU CONCOURS

## "T'ES DAUPHIN"

GAGNEZ

une des six piscines Dauphin et un ensemble de meubles de jardin d'une valeur de 2 795\$



Piscine Flipper de 24 pieds entièrement en aluminium comprenant filtre, plomberie, échelle, plate-forme, ensemble d'entretien, couverture d'hiver et toile solaire

- 1 table ovale en résine
- 4 chaises à dossier inclinable en résine
- 1 tabouret 4 positions en résine
- 1 parasol

Piscines Dauphin... pour 5 mois de vacances année après année...

Pour participer remplissez le coupon de participation publié jusqu'au 14 mai dans LA PRESSE



Tous les matins entre 7 h et 8 h 15 du lundi au jeudi jusqu'au 16 mai. Jacques Piccola procédera au tirage d'une tirade.

Cette personne devra téléphoner à CKAC dans les trente minutes qui suivent pour confirmer son admission aux trépassés des piscines Dauphin et des ensembles de meubles de jardin. Ces trépassés auront lieu les vendredis 12, 19 et 26 avril, 3, 10 et 17 mai 1985. Le texte des règlements officiels est disponible à CKAC 73.

Nom \_\_\_\_\_ App \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Age \_\_\_\_\_ Téléphone rés \_\_\_\_\_ bur \_\_\_\_\_  
Je suis abonné(e) à LA PRESSE  J'achète LA PRESSE au kiosque

**CINÉ-MAG UNIS**  
**CINÉ-LUNDI** \$3.50 (SAUF LES LUNDIS DE FÊTE)  
Adultes & Adolescents seulement  
Enfants & Age d'Or des Cinémas Unis... \$2.50  
**ÉPARGNE CHOC**

**Cinéma Unis**

**EN EXCLUSIVITÉ!** **Je Vous Salue, Marie** (14 ANS)  
L'Évangile selon Jean... Une œuvre brillante et forte qui continue ou sublime...  
CINÉMA UNIS  
12:45, 2:50, 4:55, 7:00, 9:05

**THIERRY LHERMITTE MICHEL SERRAULT GÉRARD JUGNOT**  
**LES ROIS DU GAG** (G)  
Le PARISIEN 5 12:15, 2:05, 4:00, 5:50, 7:45, 9:40

**LA PLUS GRANDE AVENTURE JAMAIS LENTÉE. DÉCOUVRIRE SI LA VIE EXISTE AU-DELÀ DES ÉTOILES.**  
**2010** (G)  
L'ANNÉE DU PREMIER CONTACT  
PARISIEN: 12:30, 2:40, 4:50, 7:00, 9:10. LAVAL, VER-  
SAILLES: sem.: 7:05, 9:20.  
LAVAL 4 VERSAILLES 3

**Le Flic de Beverly Hills** (G)  
PARISIEN: 12:20, 2:15, 4:10, 6:05, 8:00, 9:55. LAVAL, GREENFIELD, AU PARISIEN et VERSAILLES: sem.: 7:25, 9:35.  
Le PARISIEN 1 LAVAL 5  
GREENFIELD PARK 1 VERSAILLES 1

**...INDIANA JONES AU FEMININ... THE FILM JOURNAL**  
**YELLOW HAIR and the FORTRESS OF GOLD** (14 ANS)  
PALACE: 1:25, 3:25, 5:25, 7:25, 9:25. DORVAL: 7:00, 9:00. CINÉ-PARC DOLLARD: les portes ouvrent à 6:30. Le spectacle débute au crépuscule. Radio AM requise.  
Ciné-parc seulement  
PALACE 1 THE UNSEEN  
DORVAL 1 Cinéparc DOLLARD 1

**70MM DOLBY STEREO**  
**LADY HAWKE** (14 ANS)  
Aucun laissez-passer.  
IMPERIAL: 12:15, 2:30, 4:45, 7:00, 9:15. KENT: sem.: 7:00, 9:15.  
IMPERIAL KENT 1

**FRIDAY THE 13TH PART V** (18 ANS)  
new beginning  
PALACE 5  
688 ST-CATHERINE O. 866-6991 MCGILL

**POLICE ACADEMY 2: THEIR FIRST ASSIGNMENT** (14 ANS)  
LOEWS: 12:30, 2:20, 4:10, 6:00, 7:50, 9:40. LAVAL, DORVAL, GREENFIELD: sem.: 6:00, 7:45, 9:30. CINÉ-PARC DOLLARD: les portes ouvrent à 6:30. Le spectacle débute au crépuscule. Radio AM requise.  
Ciné-parc seulement  
VISION QUEST  
LOEWS 1 DORVAL 3 LAVAL 2  
200 AVE DORVAL 631-6556 CENTRE LAVAL 688-7776  
GREENFIELD PARK 3 Cinéparc DOLLARD 3

**VISION QUEST** (14 ANS)  
Ciné-parc seulement  
LOEWS: 1:15, 3:30, 5:20, 7:35, 9:30. CINÉ-PARC DOLLARD: les portes ouvrent à 6:30. Le spectacle débute au crépuscule. Radio AM requise.  
LOEWS 5 Cinéparc DOLLARD 3

**STAR WARS: RETURN OF THE JEDI** (G)  
LOEWS 4  
688 ST-CATHERINE O. 866-6991 MCGILL  
Cinéma du Parc 2 LOEWS: 1:30, 4:00, 6:30, 9:00. CINÉMA DU PARC: sem.: 6:50, 9:10.

**THE KILLING FIELDS** (14 ANS)  
Gagnant de 3 Oscars incluant MEILLEUR ACTEUR DE SOUTIEN  
PALACE 3  
688 ST-CATHERINE O. 866-6991 MCGILL  
12:45, 3:30, 6:15, 9:00.

**PARIS, TEXAS** (G)  
(Version anglaise avec sous-titres français).  
PLACE VILLE MARIE 1:10, 3:50, 6:30, 9:10.  
CINÉMA 2 866-0689

**D'UNE ACTUALITÉ BRÛLANTE.** **Au Nord Le Paradis** (G)  
Richard Gere, LL Cool J  
1:20, 3:55, 6:40, 9:15  
Le PARISIEN 4  
480 ST-CATHERINE O. 866-3856 MCGILL

**BERNARD GIRAUDEAU GÉRARD LANVIN**  
**SPECIALISTES** (G)  
PARISIEN: 1:25, 3:25, 5:25, 7:25, 9:25. GREENFIELD, LAVAL, VERSAILLES: sem.: 7:20, 9:20.  
Le PARISIEN 2 LAVAL 1  
480 ST-CATHERINE O. 866-3856 MCGILL CENTRE LAVAL 688-7776  
GREENFIELD PARK 2 VERSAILLES 2

**Gagnant de 3 Oscars incluant: MEILLEUR ACTEUR DE SOUTIEN**  
**LA DECHIRURE** (14 ANS)  
«Un des 10 meilleurs films de l'année» - New York Times  
ELYSEE 2 SEM.: 6:20, 9:00.

**LE JOURNAL D'EDITH** (14 ANS)  
Un film de Hans W. Geisendorfer  
ELYSEE 1 SEM.: 7:00, 9:10.

**LA REVANCHE DE PORKY** (18 ANS)  
LAVAL 3 SEM.: 7:00, 9:00.

**Cat's Eye** (14 ANS)  
CINÉMA DU PARC, DORVAL: sem.: 7:10, 9:10. PALACE: 1:00, 3:00, 5:00, 7:00, 9:00. CINÉ-PARC DOLLARD: les portes ouvrent à 6:30. Le spectacle débute au crépuscule. Radio AM requise.  
PALACE 2  
688 ST-CATHERINE O. 866-6991 MCGILL  
Cinéma du Parc 1 DORVAL 2  
3575 AV DU PARC 844-9470 200 AVE DORVAL 631-6556  
CINÉ-PARC: DOLLARD 4 «OXFORD BLUES»

**Lost in America** (G)  
«Lost in America» contains more big laughs than any film this year. Two very enthusiastic thumbs up!  
AUBREY BROOKS JULIE HAGERTY  
PLACEVILLE-MARIE 12:15, 2:05, 3:55, 5:45, 7:35, 9:25.

**KING DAVID** (14 ANS)  
12:30, 2:40, 4:50, 7:00, 9:10.  
LOEWS 3  
954 ST-CATHERINE O. 651-7437 PÉLÉ

**PORKY'S REVENGE** (18 ANS)  
PALACE 4 1:20, 3:20, 5:20, 7:20, 9:20.  
688 ST-CATHERINE O. 866-6991 MCGILL

**Witness** (14 ANS)  
Une réalisation sensationnelle à l'émotion touchante, un spectacle superbe. HARRISON FORD y est troublé.  
LOEWS: 1:05, 3:10, 5:15, 7:20, 9:30. FAIRVIEW, KENT: sem.: 7:20, 9:30. CINÉMA DU PARC: sem.: 7:00, 9:00.  
LOEWS 2 FAIRVIEW 2  
554 ST-CATHERINE O. 651-7437 PÉLÉ TRANS-CAN S 52 687-8095  
Cinéma du Parc 3 KENT 2  
3575 AV DU PARC 844-9470 6100 SHERBROOKE O. 489-9703

**BEVERLY HILLS Cop** (G)  
PALACE: 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30. FAIRVIEW: sem.: 7:05, 9:05. LE CINÉMA: sem.: 7:00, 9:00.  
PALACE 6  
688 ST-CATHERINE O. 866-6991 MCGILL  
CINÉ-PARC DOLLARD: les portes ouvrent à 6:30. Le spectacle débute au crépuscule. Radio AM requise.  
LE CINÉMA  
688 ST-CATHERINE O. 866-6991 MCGILL  
CINÉ-PARC DOLLARD 2  
688 ST-CATHERINE O. 866-6991 MCGILL

**Walt Disney's PANTASIA** (G)  
YORK 12:20, 2:35, 4:50, 7:00, 9:10.  
1487 ST-CATHERINE O. 637-9978 OUY

En collaboration avec

la presse et tv

à l'occasion du

# 16<sup>e</sup> SALON DE LA FEMME

**GALA DES 10 FEMMES DE L'ANNÉE**  
Lundi, le 29 avril 1985, à 20 h 30  
UNE ÉMISSION DIFFUSÉE À

**CFM 10**  
CABLE 7  
LA TÉLÉVISION DE MONTRÉAL  
ET AU RÉSEAU TVA

TROPHÉE  
**LA ROSE D'OR**

- EN NOMINATION:
- ★ Louise Deschâtelets
  - ★ Céline Dion
  - ★ Rose Ouellette
  - ★ Christiane Pasquier
  - ★ Martine St-Clair

Le Gala sera animé par  
**SYLVIE BERNIER et GERARD-MARIE BOIVIN**  
et mettra en vedette  
**EDITH BUTLER, MARTINE CHEVRIER, CLÉMENCE DESROCHERS**  
**LOUISE FORESTIER, LOUISE PORTAL ET FABIENNE THIBAUT**

# Nouvelle formule à « Début » : deux artistes à chaque concert

Notre fin de semaine de concerts commença par une conférence de presse. Samedi, 19h, dans le foyer attenant à Pollack Hall, avant le dernier concert de la saison de la série « Début », la présidente, Mme Sandra Wilson, annonce le programme de sa prochaine saison (la cinquième), en présence des jeunes musiciens qui y participeront.



CLAUDE GINGRAS

La saison 1985-86 de « Début », de nouveau à Pollack le samedi soir, aura une nouvelle formule : on entendra non plus un seul mais deux débutants par concert (dans un cas, trois). « Ceci, explique Mme Wilson, pour permettre au plus grand nombre possible de jeunes de se produire et aussi pour grossir nos assistances. C'est une expérience que nous avons tentée une ou deux fois déjà. »

Voici les dates et les noms des invités :

- 28 septembre : David Moroz, pianiste (entendu cette saison dans cette série), et Anne-Marie Donovan, mezzo-soprano ;
- 2 novembre : Ray Kilburn, pianiste, et Michelle Seto, violoniste de 18 ans, d'origine japonaise et philippine qui étudie à Montréal ;
- 8 février : Kim Dooley Freeman, saxophoniste, et Marie-Josée Ritchot, violoniste, feront la première partie ; en seconde partie, on entendra Chris-

tine Lemelin, mezzo-soprano, qui vient de faire *La Tragédie de Carmen* à New York et qui chante le Page dans *Salomé* (première demain soir) ;

■ 1er mars : Julian Armour, violoncelliste, et Michèle Gingras, clarinetiste.

Chaque concert sera enregistré par la CBC pour diffusion en différé et, comme à l'accoutumée, chacun sera suivi d'une petite réception au cours de laquelle le public pourra rencontrer les jeunes artistes.

Le programme détaillé de chaque concert est également arrêté. J'y reviendrai dans ma chronique demain.

### Quatre saxophones

À 20h, les invités passeront dans la salle pour entendre le Quatuor de saxophones Mark IV, formé de jeunes anglophones — trois garçons et une fille (celle-ci en complet noir et noeud papillon, comme ses collègues) — qui se partagent les quatre modèles les plus courants de la famille des saxophones : soprano, alto, ténor et baryton.

Ils jouent quelques extraits du Quatuor op.109 de Glazounov et une oeuvre écrite pour eux par l'un des membres du groupe, Brent Lee. Le jeu individuel est bon et l'ensemble a de la cohésion et un beau fondu sonore. Mais le quatuor de saxophones comme tel et son répertoire restent d'un intérêt limité. De toute façon, je dois partir : un autre concert m'appelle.

### Musica Secreta

L'ensemble Musica Secreta porte bien son nom. Il existe depuis trois ans et on n'en savait rien ; le programme imprimé aligne les noms des membres sans préciser qui chante

quoi ; enfin, le groupe s'enferme dans une église et barre littéralement la porte.

Après cinq minutes d'effort, je parviens enfin à pénétrer dans le saint lieu. Et, pourtant, loin de moi l'idée de vouloir forcer l'entrée : c'est la directrice elle-même qui m'a invité ! (On m'expliquera plus tard que, la veille, un loustic était venu perturber l'audition.) Et il me faudra une autre démarche pour savoir qui vient de chanter d'une façon si bouleversante (plus bouleversante même que Cathy Berberian) le *Lamento d'Arianna* de Monteverdi. C'était Danièle Forget.

Le concert — explique Valérie Kinslow dans ses notes — s'inspire de ceux que donnait, à la fin du XVIIe siècle, un ensemble italien de trois sopranos virtuoses appelé « Concerto delle Donne ».

Les trois Montréalaises — Suzie LeBlanc s'ajoute aux deux déjà nommées — se partagent des pièces à une, deux et trois voix qu'elles chantent avec la technique très particulière requise — phrasé « languissant », effets de « voix blanche ». Dans la pénombre de St. John the Evangelist, notre « Concerto delle Donne » montréalais est richement évocateur de son illustre modèle, surtout qu'à l'instar de Luzzasco Luzzaschi, l'un des compositeurs au programme, Christopher Jackson accompagne ces dames au clavecin.

On finit la fin de semaine en retournant à Pollack, où les Tudor Singers créent une oeuvre d'André Gagnon. Malheureusement, j'avais oublié le changement d'heure et je suis arrivé une fois la pièce terminée... J'irai ce soir, à la reprise.

<b>CARMEN</b> CREMAZIE ST-BENOIT - CASABLANCA 284-4110	<b>LES RIPPOUX</b> RIVE DROITE ST-BENOIT - STE-CATHERINE 284-2110	<b>César et Rosalie</b> BERRI 3 ST-BENOIT - STE-CATHERINE 284-1110
<b>DUNE</b> CHAMPLAIN 2 ST-CATHERINE - PAPINEAU 524-1000	<b>MASCOCHE 2</b> ST-BENOIT - CASABLANCA 284-4110	<b>La Rivière</b> CHAMPLAIN 1 ST-CATHERINE - PAPINEAU 524-1000
<b>COFFIN CLUB</b> BERRI 2 ST-BENOIT - CASABLANCA 284-4110	<b>DEPARTIEU RIVE DROITE</b> BERRI 1 ST-BENOIT - CASABLANCA 284-4110	<b>GAGNANT DE PRIX DE L'ACADEMIE</b> LES SAISONS DU COEUR BERRI 5 ST-BENOIT - CASABLANCA 284-4110
<b>VIDEODROME</b> D'abord on contrôle vos pensées Ensuite on détruit votre corps. MERCIER ST-CATHERINE - PTE DE 250 RPT 2	<b>JEAN TALON</b> 2 RIVALS A L'EST DE PTE DE 250 RPT 2	<b>AMADEUS</b> EN VERSION FRANCAISE MEILLEUR FILM LE DAUPHIN 1 BROSSARD 3
<b>Just One of the Guys</b> ALEXIS, 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30 BROSSARD, 7:15, 9:15 PLAZA ALEXIS NIHON 3	<b>MASK</b> CHER SAM ELLIOTT PLAZA ALEXIS NIHON 1	<b>DESPERATELY BEKING SUSAN</b> COMPLET 2001 1:10, 3:10, 5:10, 7:10, 9:10
<b>BURT REYNOLDS - STICK</b> COMPLET 2001, 1:25, 3:25, 5:25, 7:25, 9:25 Brossard, 7:15, 9:15 Odeon-Laval, 7:10, 9:15 2001 UNIVERSITE	<b>THE PURPLE ROSE OF CAIRO</b> 7:15-9:15 PLACE DU CANADA	

## Les Journées du cinéma africain clôturées par une impressionnante remise de prix

Deux grands prix ont été décernés par « Les Journées du cinéma africain au Québec » dans le cadre de *Vues d'Afrique*, un événement qui s'est tenu toute la semaine dernière à la Cinémathèque québécoise, à Montréal.

Le premier honneur, soit le prix de la communication interculturelle, a été décerné ex-aequo à *Wend Kūuni*, du cinéaste Gaston Kabouré, et à *L'ombre de la terre*, de Taleb Louhichi. Ce prix de \$1 000 a été offert par Radio-Québec à la suite des délibérations du jury interculturel.

L'autre grand prix, remis au meilleur document canadien sur l'Afrique dans le cadre de la section « Regards canadiens sur l'Afrique », a été décerné à *La patrie de l'homme fier*, une coproduction des Productions Lany et du Vidéographe, réalisée par Yves Langlois. Ce prix, offert par l'Institut international de la communication, consiste en la toile originale reproduite sur l'affiche officielle des « Journées du cinéma africain au Québec », une oeuvre de l'artiste montréalais originaire de la Côte d'Ivoire, Akatia Banvo.

Outre le prix de communication interculturelle, le jury a accordé une mention spéciale au film *Ceddo*, du cinéaste sénégalais Ousmane Sembene, et une mention au film de Kita Touré, de la Côte d'Ivoire, intitulé *Comédie exotique*.

### Des louanges pour l'émission 'Nord-Sud'

Le jury a aussi décerné des mentions spéciales aux courts métrages *Les mers de soif*, de la cinéaste égyptienne Atyat Elabnoudi, et *Les enfants de la Guadeloupe*, d'Olivier Landau.

Une mention à la qualité a été décernée à *Jours de tourmente* de Paul Zoumbara, un long métrage de Burkina Faso, et au court métrage *Certificat d'indigence*, du cinéaste sénégalais Moussa Bathily.

Le jury du meilleur document sur l'Afrique a tenu à souligner particulièrement l'excellent travail de l'équipe de l'émission *Nord-Sud*, dirigée par Daniel Gourd, pour son reportage sur le Niger, ainsi que la qualité du film produit par les Productions La Gauchet, *L'Erythré*, du réalisateur Patrice Massenet.

### CHOIX D'ÉMISSIONS

par MARIO FONTAINE

20:30 **Le gala des dix femmes de l'année**  
L'éternelle question: qui remportera la Rose d'Or, consacrant la vedette féminine de l'année telle que choisie par le public? L'an dernier, 1,8 million de téléspectateurs avaient vu Nicole Leblanc arriver en tête.

21:25 **Histoire du chevalier des Grioux et de Manon Lescaut**  
L'abbé Prévost raconte comment le chevalier et la belle Manon tombent follement amoureux l'un de l'autre. Un classique dont voici la première de six parties.

### HORAIRE RÉVISÉ

14:30 **Forum**  
Les agences de voyage sont-elles trop souvent négligentes vis-à-vis leurs clients voyageurs?

20:30 **Michel Jasmin**  
Inv.: Hervé Villard, Pierre Bertrand, Jeanne Mas, Richard Huet, Marc Drouin et les Echalotes, ainsi que Pierre Lalonde.

# LES PROUJESSES DU MATIN

Écoutez **Jacques Proulx**  
l'animateur-matin numéro 1 à Montréal  
**de 5h15 à 8h45**  
du lundi au vendredi

Tout pour vous mettre en train le matin: information, sports, circulation, météo, humour, spectacles, etc.

*ton choix... c'est toujours le meilleur*

CKAC 73

# L'INFORMATEUR

Écoutez **Pierre Pascau**  
**de 11h45 à 13h45**  
du lundi au vendredi  
en reprise à 23h15

Des analyses mordantes de l'actualité, des entrevues-chocs avec les gens qui font l'événement.

*ton choix... c'est toujours le meilleur*

CKAC 73

# L'ordinateur pourrait remplacer les acteurs de cinéma par des images créées de toutes pièces

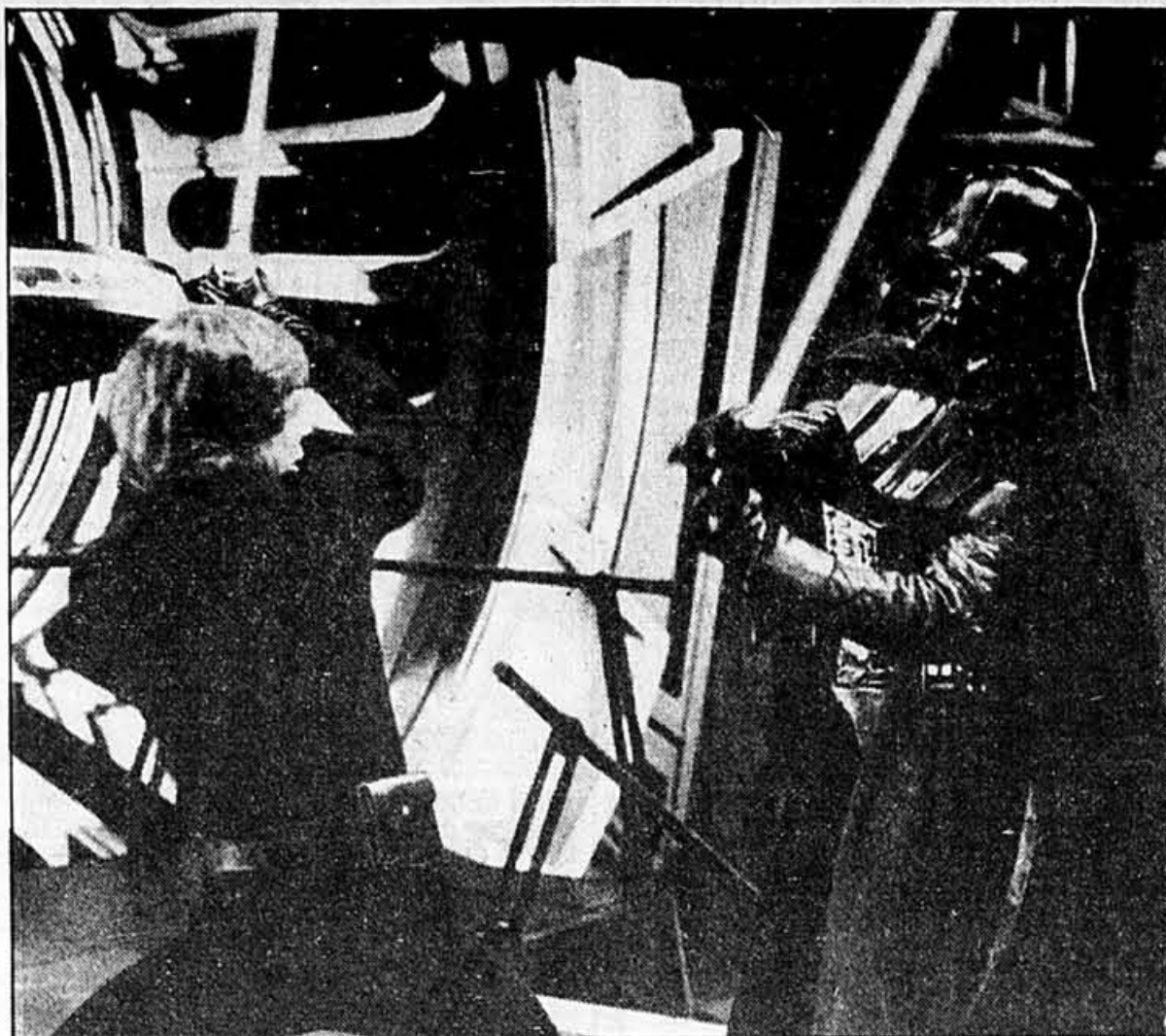
**HOLLYWOOD** — Les acteurs n'auront peut-être plus jamais, sur les plateaux du futur, de dispute avec leur réalisateur ou de problèmes de texte car les ordinateurs pourront créer des films entiers.

**JAY ARNOLD**  
de l'Associated Press

Les réalisateurs du XXI<sup>e</sup> siècle pourront « engager » un Robert Redford ou une Meryl Streep sans contrat onéreux et s'éviter toute crise de nerf de la star. Les décors pourront être aussi éphémères que des lignes sur un écran de télévision, les lourdes caméras et matériels sonores seront relégués aux oubliettes. L'éclairage? Ce ne sera plus nécessaire.

La seule chose dont le producteur du futur aura besoin, ce sont justement des ordinateurs, avec leur rapidité, et des techniciens-réalisateurs, avec leurs compétences, pour créer des bâtiments, des arbres, des nuages, des voitures et des acteurs, au moyen de puces de silicium.

Aucune image humaine réaliste n'a encore été fabriquée par un ordinateur, mais les films sans acteurs, ou avec acteurs dans des environnements simulés par l'électronique, sont possibles dans un proche avenir. Des héros et héroïnes grandeur nature pourraient être créés par des ordinateurs dans 10 ou 20 ans, déclare Sherry McKenna, vice-présidente et productrice de Digital



Les simulations par ordinateur ont déjà été utilisées dans *Le retour du Jedi* dont on voit ici Luke Skywalker (Mark Hamill) et Darth Vader (David Prowse) dans un duel à l'épée laser.

Productions dont le siège est à Los Angeles.

## « Ça va être dur de nous duper »

« Tout ceux qui travaillent sur ordinateur — et nous aussi — tentent de créer des images humaines », explique Mme McKenna. « Il est clair que la nouvelle voie qui s'ouvre à la réalisation doit être celle d'images créées électroniquement... »

« Le problème avec l'être humain est que nous savons à quoi il ressemble. On va voir tout de suite s'il se meut incorrectement. Cela va être dur de nous duper ».

D'autres réalisateurs ont l'intention de profiter de ce pas de géant technologique pour améliorer considérablement la qualité de l'image et du son des films, dans des salles de cinéma entièrement revues et corrigées. Les spectateurs seront assis dans des sièges aérodynamiques « sensibles » liés aux mouvements sur l'écran, afin que leur rêve devienne réalité: ils auront l'impression d'être réellement « dans » le film.

La projection s'effectuera par satellite sur des écrans vidéo géants. Une société de production de Chicago a l'intention de projeter simultanément des films sur 40 campus universitaires dans les mois à venir.

Déjà certains réalisateurs utilisent des effets spéciaux spectaculaires, tel le procédé Shows-

can, créé par le grand maître du genre Douglas Trumbull (*2001 Odyssée de l'espace* et *Rencontres du troisième type*).

Avec ce procédé, un film en 70mm est projeté par des Capthowscan jusqu'à maintenant, mais la firme de Los Angeles souhaite introduire ce procédé dans les salles l'année prochaine.

## Un milliard d'opérations à la seconde

Mais c'est surtout l'ordinateur qui va révolutionner l'industrie cinématographique. Ces simulations par ordinateur, dans lesquelles les machines remplacent essentiellement les studios, les caméras et l'éclairage, ont déjà été utilisées dans des spots télévisés et dans des longs métrages tels *Le retour du Jedi* et *Star Trek II*.

Dans 2010, on peut voir onduler la surface de la planète Jupiter, effet produit par l'ordinateur spécial de Digital Productions, Cray XM-P: d'un coût de \$12 millions, il peut faire un milliard d'opérations à la seconde, élaborer des couleurs et des textures précises, et l'éclairage est effectué en une fraction du temps qu'il fallait avec les techniques traditionnelles d'effets spéciaux.

Il fallait à George Lucas trois à quatre ans pour faire un film de science-fiction. Il n'a fallu qu'un an à Digital Productions pour faire un long métrage du même genre, *The last Starfighter*.

CKAC 73 et **la presse**  
en collaboration avec CINEPLEX/ODÉON

invitent 500 personnes  
à la première du film

## La Route des Indes

(PASSAGE TO INDIA)

qui aura lieu le jeudi 9 mai à 19 h 45  
au cinéma "L'HERMITAGE"  
8042, rue St-Denis  
(anciennement le cinéma Villaray)

**RÈGLEMENTS**

- Pour participer il suffit de compléter le coupon de participation qui sera publié du 26 au 30 avril et de le retourner à l'adresse indiquée.
- La valeur des prix offerts est d'environ 2 000\$.
- Le texte des règlements est disponible à CKAC/73.

REMPHIR ET RETOURNER À:  
Concours "La route des Indes"  
CKAC/73  
Casier postal 7570, Succursale "A"  
Montréal, Qué. H3C 3L4

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ APP \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉL.: \_\_\_\_\_ AGE \_\_\_\_\_

Je suis abonné(e) à LA PRESSE  J'achète LA PRESSE en kiosque

CFQR 92.5

## Envolez-vous vers LONDRES

«VOYAGES À LONDRES»

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_ App.: \_\_\_\_\_  
Ville: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_ Tél.: \_\_\_\_\_ AGE: \_\_\_\_\_  
Animateur préféré \_\_\_\_\_

Je suis abonné(e) à LA PRESSE   
J'achète LA PRESSE en kiosque

Complétez ce coupon et postez-le avec deux (2) vinyles de Diet-Pepsi à:

CFQR 92.5  
«VOYAGES À LONDRES»  
405, avenue Ogilvy  
Montréal, Québec  
H3N 1M4

La valeur totale des prix est de 3 200\$

Gagnez un des deux (2) voyages pour deux à Londres incluant billets d'avion aller-retour.  
Les tirages auront lieu le 10 mai 1985

avec la participation de

diet pepsi  
Wardair  
la presse

Règlements disponibles à CFQR 92.5

PARTIR PLUS TÔT  
CHAQUE MATIN  
OU... QUOI ???

# ENCORE

## La solution performance

Besoin d'une voiture performante? Découvrez Encore! La Renault Encore offre une conduite à la fois sportive et rassurante. Son nouveau moteur de 1.7 L à injection électronique (en option ou standard sur le modèle GS) offre plus de puissance.

Sa suspension indépendante aux 4 roues combine douceur de roulement et tenue de route fiable. Enfin, grâce à son système d'allumage électronique vous êtes assuré d'un démarrage instantané.

**"Renault Encore, c'est l'auto solution!"**  
Venez le constater chez votre concessionnaire Renault!

# PROTECTION RENAULT 5/80 ET PLUS

**CHEZ RENAULT LA QUALITÉ C'EST GARANTI!**

Renault Encore

L'Association des concessionnaires AMC/Jeep/Renault du grand Montréal

À Ma Baie Automobiles Inc. Pierrefonds 684-4400  
Automobiles Montréal Dauphine Ltée Montréal 331-6130  
Automobiles Newman Ltée Ville LaSalle 363-7210  
Automobiles Ville-Marie Inc. Montréal 527-8525  
Concordia Auto Ltée Montréal 273-2373

Garage Eddy Doyle Inc. Lachine 637-7511  
Garage Spécial Service Inc. Pointe-Claire 694-4841  
Lareau Automobiles Inc. Montréal 937-7785  
Montréal 937-9551  
Le Cartier AMC/Jeep Ltée Montréal 323-4330  
Micos Auto Inc. Pointe-aux-Trembles 845-1611

Laval

Auto Gibraltar (1981) Inc. Chomedey 687-3123  
Auto Volsin Inc. Vimont 688-9222

Houle et Frères Inc. Terrebonne 471-4647  
Garage H. Fortin Ltée Ste-Rose 825-2481  
Laval Auto Inc. Laval Ouest 627-4731

Banlieues

Auto Montréal Sud Inc. Longueuil 670-8410  
Auto Stop A.C. Inc. Châteauguay 892-1242  
Automobiles Segal Inc. St-Bruno 653-3333

Automobile de St-Lambert Inc. Greenfield Park 678-7901

Rendez-vous Auto Ltée Brossard 659-7603  
Roger Bernard Automobiles Inc. Ile Perrot 453-5850  
André Fortin Auto Inc. Chambly 447-1234

**RENAULT**  
...ENCORE RENAULT

AMC Jeep  
RENAULT